

Le Pillage comme moteur industriel

Prologue — La comptabilité qu'on ne fait jamais

Il y a deux façons de raconter une guerre.

La première est celle des manuels scolaires, des discours officiels, des cérémonies du souvenir. Les causes, les batailles, les héros, les victimes. Le sacrifice. La nécessité. La victoire ou la défaite.

La seconde est celle de la comptabilité.

Qui a vendu les armes. À quel prix. Qui a financé la reconstruction. À quelles conditions. Qui a obtenu les contrats. Sans appel d'offres. Qui siégeait au gouvernement la veille, et au conseil d'administration le lendemain.

Ce livre est la seconde version.

Pas parce que la première est fausse — les morts sont réels, le sacrifice est réel, la douleur est réelle. Mais parce que la seconde version est celle qu'on ne raconte jamais. Celle qui explique pourquoi les guerres commencent, pourquoi elles durent, pourquoi elles recommencent.

“La guerre est un racket” — ce n'est pas une phrase de militant antimilitariste. C'est la conclusion d'un général américain deux fois décoré de la Medal of Honor, après trente ans de service. Smedley Butler l'a écrit en 1935. Il n'a pas été contredit. Il a été ignoré.

Ce livre ne l'ignore pas.

“Les dégâts collatéraux sont négligeables. Sont nécessaires.” — Jacques
Jordens

Chapitre 1 — Smedley Butler, le général qui a tout dit

En 1935, le militaire le plus décoré de l'histoire américaine publie un livre de 51 pages. Il y explique, avec la précision d'un comptable et la rage d'un homme qui a honte, comment il a passé trente-trois ans à être le bras armé des grandes fortunes américaines. Le livre s'appelle "War is a Racket". Il n'a rien changé.

L'homme

Smedley Darlington Butler. Né en 1881 en Pennsylvanie dans une famille quaker. Engagé à 16 ans, il ment sur son âge pour combattre lors de la guerre hispano-américaine de 1898. Il ne rentrera vraiment chez lui que trente-trois ans plus tard.

Deux fois récipiendaire de la Medal of Honor — la plus haute distinction militaire américaine. Le seul militaire de l'histoire à avoir reçu la Medal of Honor, la Marine Corps Brevet Medal, et d'autres distinctions majeures en même temps. Major général — le grade le plus élevé possible à l'époque dans le Corps des Marines.

Quand Smedley Butler parle de la guerre, personne ne peut lui dire qu'il ne sait pas de quoi il parle.

Les guerres

Entre 1898 et 1931, Butler a participé à des interventions militaires américaines dans :

- Cuba (1898, 1906)
- Philippines (1899-1901)

- Chine — Rébellion des Boxers (1900)
- Honduras (1903)
- Nicaragua (1910, 1912-1913)
- Mexique — Veracruz (1914)
- Haïti (1915-1918)
- République dominicaine (1916)
- Cuba (1917)
- France — Première Guerre mondiale (1918)
- Chine — Shanghai (1927)

Trente-trois ans. Une dizaine de pays. Des milliers de morts. Des régimes renversés. Des gouvernements installés. Des élections annulées. Des banques protégées.

Ce n'est pas une liste de victoires pour la démocratie. C'est un catalogue de services rendus à des intérêts privés.

La confession

En 1935, Butler écrit *War is a Racket*. Le mot “racket” en anglais désigne une escroquerie organisée, un racket au sens mafieux du terme. Il choisit ce mot délibérément.

Voici ce qu'il écrit, textuellement :

“War is a racket. It always has been. It is possibly the oldest, easily the most profitable, surely the most vicious. It is the only one international in scope. It is the only one in which the profits are reckoned in dollars and the losses in lives.”

“La guerre est un racket. Elle l’a toujours été. C’est peut-être le plus ancien, certainement le plus lucratif, sûrement le plus vicieux. C’est le seul qui soit international dans sa portée. C’est le seul dans lequel les profits se comptent en dollars et les pertes en vies humaines.”

Et plus loin, la phrase qui devrait figurer dans tous les manuels d’histoire :

“I spent 33 years and four months in active military service and during that period I spent most of my time as a high class muscle man for Big Business, for Wall Street and the bankers. In short, I was a racketeer, a gangster for capitalism.”

“J’ai passé 33 ans et quatre mois en service militaire actif et pendant cette période j’ai passé la plupart de mon temps comme homme de main de luxe pour les Grandes Entreprises, pour Wall Street et les banquiers. En bref, j’étais un racketteur, un gangster pour le capitalisme.”

Il continue, avec des exemples précis :

“J’ai aidé à faire du Mexique, et notamment de Tampico, un endroit sûr pour les intérêts pétroliers américains en 1914. J’ai aidé à faire d’Haïti et de Cuba des lieux décents pour que les gars de la National City Bank puissent y percevoir leurs revenus. J’ai contribué au viol d’une demi-douzaine de républiques d’Amérique centrale au profit de Wall Street. J’ai aidé à purifier le Nicaragua pour la maison bancaire internationale Brown Brothers en 1902-1912. J’ai apporté la lumière à la République dominicaine pour les intérêts sucrés américains en 1916. J’ai aidé à faire de l’Honduras un pays convenable pour les compagnies fruitières américaines en 1903. En Chine en 1927, j’ai aidé à ce que Standard Oil poursuive ses activités sans être perturbée.”

Aucun historien n’a contesté ces faits. Ils sont documentés. Publics. Aucune poursuite n’a jamais été engagée. Aucun responsable n’a jamais été jugé.

Ce que cela signifie

Butler ne décrit pas des erreurs de politique étrangère. Il ne parle pas d'excès ou de dérapages. Il décrit un système — délibéré, organisé, profitable.

Les marines américains ne défendaient pas la démocratie en Haïti. Ils défendaient les créances de la National City Bank.

Ils ne protégeaient pas la liberté au Nicaragua. Ils sécurisaient les investissements de Brown Brothers.

Ils ne combattaient pas pour la paix au Mexique. Ils gardaient les puits de pétrole de Standard Oil.

La rhétorique était patriotique. La réalité était comptable.

Ce mécanisme — utiliser la puissance militaire d'un État au service d'intérêts privés, sous couvert d'idéaux — est le modèle fondateur. Tout ce qui suit dans ce livre n'est que sa perfection progressive.

Pourquoi personne n'a écouté

War is a Racket s'est vendu. Il a été lu. Des extraits ont circulé. Butler a fait des tournées de conférences. Il est mort en 1940, à 58 ans, toujours ignoré par l'establishment qu'il avait servi.

Pourquoi ?

Parce que ce qu'il disait était trop simple. Trop clair. Trop vérifiable.

Les systèmes de pouvoir ne craignent pas la complexité — ils la fabriquent pour se protéger. Ce qu'ils craignent c'est la simplicité brutale : *vous faites la guerre pour de l'argent, et nous mourons pour vos dividendes.*

Cette phrase n'a pas de réponse. Alors on l'ignore.

Eisenhower l'a répétée en 1961, avec d'autres mots, depuis la Maison Blanche, dans son discours d'adieu. Même résultat.

Le système digère ses critiques. Il les transforme en citations dans des livres d'histoire, en références académiques, en sujets de thèse. Et il continue.

1935 — 2024

Le budget de la défense américain en 2024 : **886 milliards de dollars.**

C'est plus que les budgets militaires combinés des dix pays suivants.

Lockheed Martin a réalisé un chiffre d'affaires de 67,6 milliards de dollars en 2023. Raytheon : 67 milliards. Northrop Grumman : 39 milliards. General Dynamics : 42 milliards.

Leurs actionnaires majoritaires : BlackRock, Vanguard, State Street — les mêmes fonds d'investissement qui possèdent aussi les banques, les médias, les compagnies pharmaceutiques.

Smedley Butler écrivait sur des millions. On parle maintenant de milliards. La mécanique est identique.

La guerre reste un racket. Elle est juste devenue plus grande.

Chapitre 2 — L'avertissement d'Eisenhower

Le 17 janvier 1961, trois jours avant de quitter la Maison Blanche, le président des États-Unis prononce un discours d'adieu à la nation. Dwight D. Eisenhower, général cinq étoiles, commandant suprême des forces alliées en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale, président depuis huit ans. Un homme qui a passé sa vie dans les rouages du pouvoir militaire et politique américain. Ce qu'il dit ce soir-là n'a toujours pas été entendu.

L'homme qui savait

Eisenhower n'est pas un pacifiste. Pas un idéaliste naïf. Pas un opposant au système.

Il est le système.

Il a commandé le débarquement en Normandie. Il a planifié la défaite de l'Allemagne nazie. Il a été chef d'état-major de l'armée américaine. Il a dirigé l'OTAN. Puis il a gouverné les États-Unis pendant deux mandats, de 1953 à 1961 — des années de Guerre froide intense, de course aux armements, de CIA omnipotente.

Quand cet homme parle du danger militaire, il ne parle pas de ce qu'il a lu dans les journaux. Il parle de ce qu'il a vécu, organisé, signé.

C'est pour ça que son discours d'adieu est unique dans l'histoire politique américaine. C'est une confession. Une mise en garde. Un aveu de quelqu'un qui sait exactement ce qu'il dénonce parce qu'il en a été l'un des architectes.

Les mots exacts

Le passage central du discours — celui qu'on cite, qu'on enseigne parfois, qu'on n'applique jamais :

“Dans les conseils du gouvernement, nous devons nous prémunir contre l'acquisition d'une influence injustifiée, qu'elle soit recherchée ou non, par le complexe militaro-industriel. Le risque potentiel d'une montée en puissance désastreuse d'un pouvoir mal placé existe et persistera.

Nous ne devons jamais laisser le poids de cette combinaison mettre en danger nos libertés ou nos processus démocratiques. Nous ne devrions rien tenir pour acquis. Seuls des citoyens alertes et bien informés peuvent imposer le bon engrenage de l'immense machinerie industrielle et militaire de défense avec nos méthodes et nos objectifs pacifiques, afin que la sécurité et la liberté puissent prospérer ensemble.”

Le terme “complexe militaro-industriel” — *military-industrial complex* — apparaît pour la première fois dans ce discours. Eisenhower l'a inventé. Ou plutôt : il a nommé ce qui existait déjà mais n'avait pas encore de nom.

Ce qu'il décrit : une alliance structurelle entre l'armée, l'industrie de défense et le pouvoir politique. Une alliance qui a ses propres intérêts — distincts de ceux de la nation — et qui dispose des moyens de les imposer.

Ce qu'il n'a pas dit publiquement

Le discours officiel est déjà explosif. Mais les archives déclassifiées et les témoignages de ses collaborateurs révèlent qu'Eisenhower voulait aller plus loin.

Le premier brouillon du discours contenait une formulation encore plus directe : “*complexe militaro-industriel-congressionnel*” — incluant explicitement le Congrès dans la chaîne de corruption. Ses conseillers l’ont convaincu de retirer “congressionnel” pour ne pas provoquer une crise institutionnelle immédiate.

Il voulait également mentionner explicitement les universités et les laboratoires de recherche — les think tanks avant l’heure — comme parties prenantes du système. Cette mention aussi a été atténuée.

Ce qu’il a dit publiquement était déjà censuré par rapport à ce qu’il pensait réellement.

La mécanique qu’il décrivait

Eisenhower avait observé de l’intérieur comment le système fonctionnait.

Avant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis n’avaient pas d’industrie d’armement permanente en temps de paix. Quand une guerre commençait, les usines civiles se convertissaient. Quand elle finissait, elles revenaient à la production civile.

La Seconde Guerre mondiale a changé cela. L’effort de guerre a créé des entreprises entièrement dédiées à la production militaire. À la fin de la guerre, ces entreprises avaient des usines, des employés, des actionnaires, des lobbies — et aucun intérêt à ce que la paix soit trop longue.

La Guerre froide est arrivée à point nommé.

Elle a fourni le prétexte permanent. La menace soviétique — réelle sur certains points, massivement exagérée sur d’autres — a justifié des budgets militaires en temps de paix d’une ampleur sans précédent dans l’histoire américaine.

Et le cercle s’est fermé :

Les entreprises d'armement ont besoin de contrats. Les contrats viennent du Pentagone. Le Pentagone a besoin de budgets. Les budgets viennent du Congrès. Le Congrès a besoin de votes. Les votes viennent d'électeurs. Les électeurs ont besoin d'employer dans leurs circonscriptions. Les emplois viennent des usines d'armement.

Lockheed construit ses avions dans combien d'États différents ? Pas par hasard. Par calcul. Chaque État qui a une usine Lockheed a un sénateur qui vote les budgets de défense. C'est de la géographie électorale déguisée en stratégie industrielle.

Les chiffres qu'Eisenhower ne pouvait pas imaginer

En 1961, le budget militaire américain représentait environ 9% du PIB — déjà considérable.

Aujourd'hui, le budget officiel de la défense américaine est de **886 milliards de dollars pour 2024**. Mais ce chiffre est trompeur. Il ne comprend pas :

- Le budget de la CIA et des agences de renseignement : environ 90 milliards
- Les programmes nucléaires du département de l'Énergie : environ 30 milliards
- Les intérêts sur la dette de guerre accumulée : des centaines de milliards
- Les coûts des anciens combattants : environ 300 milliards
- Les programmes "noirs" — budgets classifiés non divulgués

Le coût réel de l'appareil militaire américain dépasse **1 500 milliards de dollars par an**.

C'est plus que le PIB de la plupart des pays du monde. C'est plus que les budgets militaires combinés des dix pays suivants — Chine, Russie, Inde, Arabie Saoudite, Royaume-Uni, Allemagne, France, Corée du Sud, Japon, Ukraine.

Les portes tournantes

Eisenhower décrivait une alliance. Aujourd'hui cette alliance a une mécanique précise : les **portes tournantes**.

Un général prend sa retraite. Trois mois plus tard il est au conseil d'administration de Raytheon ou de Lockheed Martin. Il connaît les besoins du Pentagone. Il connaît les personnes qui décident. Il sait exactement quoi promettre et à qui.

Ce n'est pas de la corruption au sens juridique. C'est légal. C'est déclaré. C'est la norme.

Quelques exemples parmi des centaines :

- **James Mattis** — général quatre étoiles, secrétaire à la Défense sous Trump, membre du conseil d'administration de General Dynamics avant et après ses fonctions gouvernementales
- **Lloyd Austin** — général quatre étoiles, secrétaire à la Défense sous Biden, était au conseil d'administration de Raytheon avant sa nomination
- **Dick Cheney** — secrétaire à la Défense sous Bush père, PDG de Halliburton de 1995 à 2000, vice-président sous Bush fils pendant la guerre d'Irak — qui a valu à Halliburton 39,5 milliards de dollars de contrats

Ce n'est pas une coïncidence. C'est le système qu'Eisenhower décrivait. Formalisé, institutionnalisé, légalisé.

Pourquoi personne n'a écouté

Le discours d'Eisenhower est connu. Il est cité. Il est enseigné dans les universités américaines. Des documentaires lui sont consacrés.

Et pourtant, depuis 1961, le budget militaire américain n'a cessé de croître. Le complexe militaro-industriel n'a cessé de s'étendre. Les guerres n'ont cessé de se multiplier.

Pourquoi ?

Parce que la mise en garde, aussi lucide soit-elle, ne suffit pas face à un système qui contrôle les ressources, les emplois, les médias et les processus politiques.

Eisenhower a parlé de “citoyens alertes et bien informés” comme rempart. Mais qui informe les citoyens ? Les médias. Qui possède les médias ? Des actionnaires. Qui sont ces actionnaires ? Les mêmes fonds d'investissement — BlackRock, Vanguard, State Street — qui possèdent aussi Lockheed Martin, Raytheon, Boeing.

Le berger ne sonne pas l'alarme contre lui-même.

1961 — 2024

Soixante-trois ans séparent le discours d'Eisenhower d'aujourd'hui.

En soixante-trois ans, les États-Unis ont mené des opérations militaires dans plus de 80 pays. Ils maintiennent environ 750 bases militaires à l'étranger — dans 80 pays différents. Aucune autre nation dans l'histoire humaine n'a jamais eu une présence militaire aussi étendue en temps de “paix”.

Pendant ce temps, Lockheed Martin, Raytheon, Boeing, Northrop Grumman et General Dynamics ont versé des centaines de milliards de dividendes à leurs actionnaires.

Smedley Butler appelait ça un racket en 1935.

Eisenhower appelait ça un complexe militaro-industriel en 1961.

Les deux avaient raison.

Les deux ont été ignorés.

C'est ça, la vraie permanence américaine — pas la démocratie, pas la liberté, pas les valeurs. Le budget de défense.

Chapitre 3 — La guerre comme industrie verticalement intégrée

Il existe des industries où les clients ne peuvent pas dire non. Où la demande est garantie par la loi. Où les fournisseurs écrivent eux-mêmes les appels d'offres. Où les pertes sont supportées par le contribuable et les profits privatisés. Cette industrie s'appelle la défense nationale. Elle n'a rien à voir avec la défense. Elle n'a rien de national.

Ce qu'est une industrie verticalement intégrée

Dans le monde des affaires, l'intégration verticale désigne une structure où une même entité contrôle toutes les étapes d'une chaîne de valeur — de la matière première au produit fini, en passant par la fabrication, la distribution et la vente.

Standard Oil de Rockefeller extrayait le pétrole, le raffinait, le transportait dans ses propres pipelines, le distribuait dans ses propres stations. Chaque dollar dépensé dans la chaîne restait dans la chaîne.

L'industrie de guerre a construit la même chose. Mais avec une différence fondamentale : au lieu de contrôler les étapes de production, elle contrôle les étapes du pouvoir politique.

La chaîne ressemble à ceci :

Les lobbies écrivent les budgets → le Congrès les vote → le Pentagone passe les contrats → les entreprises livrent → leurs généraux rejoignent les conseils d'administration → les généraux conseillent le Pentagone → les lobbyistes écrivent les prochains budgets.

C'est une boucle fermée. Un circuit intégré. Chaque acteur est à la fois fournisseur et client, régulateur et régulé, contrôleur et contrôlé.

Les chiffres qui rendent la chose concrète

En 2023, les cinq premiers contractants du Pentagone ont encaissé :

Entreprise	Contrats DoD 2023	Chiffre d'affaires total
Lockheed Martin	73,9 milliards \$	67,6 milliards \$
RTX (Raytheon)	36,1 milliards \$	67,0 milliards \$
General Dynamics	26,2 milliards \$	42,3 milliards \$
Boeing Defense	24,9 milliards \$	inclus dans Boeing
Northrop Grumman	21,5 milliards \$	39,3 milliards \$

Lockheed Martin tire **plus de 95%** de ses revenus de contrats gouvernementaux. Ce n'est pas une entreprise privée qui vend à un client public. C'est une extension du budget fédéral avec des actionnaires.

La distinction entre privé et public n'existe plus ici. Elle est une fiction administrative.

Comment les lobbies écrivent les lois

Le processus commence longtemps avant que le Congrès vote quoi que ce soit.

Chaque année, avant la publication du budget de défense, des centaines de lobbyistes — dont beaucoup sont d'anciens officiers ou d'anciens membres du Congrès — préparent leurs dossiers. Ils ne demandent pas. Ils proposent. Ils rédigent des amendements. Ils fournissent des études d'impact. Ils organisent des visites dans des usines. Ils invitent des parlementaires à des conférences dans des hôtels de luxe.

En 2022, les entreprises de défense américaines ont dépensé **environ 125 millions de dollars en lobbying** — rien que pour Washington. Ce chiffre ne comprend pas les dons de campagne, les comités d'action politique, les fondations, les chaires universitaires financées, les think tanks.

Pour chaque dollar dépensé en lobbying, l'industrie de défense récupère en moyenne **plusieurs centaines de dollars en contrats**.

C'est l'investissement le plus rentable du capitalisme américain.

La géographie électorale de la guerre

Lockheed Martin construit le F-35 — l'avion de chasse le plus cher de l'histoire, environ 100 millions de dollars l'unité, programme total estimé à 1 700 milliards sur la durée de vie de l'appareil.

Le F-35 est assemblé au Texas. Ses moteurs viennent du Connecticut. Ses systèmes électroniques de Californie, de New York, de Floride, du Maryland, du Michigan. Les sous-traitants sont dans 45 États différents.

Cela n'est pas dû aux contraintes logistiques ou à l'optimisation industrielle.

C'est calculé politiquement.

Chaque État qui fabrique une pièce du F-35 a des travailleurs qui dépendent de ce contrat. Ces travailleurs ont des représentants au Congrès. Ces représentants votent le budget de défense. Un représentant qui couperait le budget F-35 serait responsable de licenciements dans sa circonscription. Il ne serait pas réélu.

Lockheed Martin ne produit pas un avion. Elle produit des votes.

La même logique s'applique à tous les grands programmes : le porte-avions Gerald R. Ford (implique 21 États), le sous-marin Columbia (implique 13 États), le missile ICBM Sentinel qui remplace le Minuteman III (prévu pour dépasser 100 milliards, réparti sur une dizaine d'États du Midwest).

Ce n'est pas de la défense nationale. C'est de la politique industrielle régionale habillée en stratégie militaire.

Le Pentagone qui ne peut pas compter

En 1990, le Congrès a exigé que le Pentagone fasse auditer ses comptes. Comme n'importe quelle entreprise. Comme n'importe quelle administration publique.

Le Pentagone n'a jamais réussi à passer cet audit.

Le premier audit complet de l'histoire du Pentagone a eu lieu en 2018 — vingt-huit ans après l'exigence légale. Il a révélé des anomalies comptables sur **21 000 milliards de dollars** de transactions depuis 1998. Ce n'est pas 21 000 milliards de dollars manquants — les experts s'accordent à dire qu'il s'agit en grande partie d'erreurs comptables, de doublons, de systèmes informatiques incompatibles. Mais personne ne peut dire avec certitude combien.

L'audit de 2018 a conclu que le Pentagone ne passait pas. L'audit de 2019 : idem. L'audit de 2020 : idem. L'audit de 2021 : idem. L'audit de 2022 : idem. Chaque année, le Pentagone échoue à son propre audit.

Aucune entreprise privée ne pourrait survivre à cela. Aucune administration publique n'y survivrait.

Le Pentagone, lui, continue de recevoir son budget.

Parce que le budget de défense n'est pas une décision comptable. C'est une décision politique. Et politiquement, le couper est impossible — pour les raisons géographiques et électorales décrites plus haut.

Les portes tournantes — la mécanique précise

Eisenhower parlait d'une alliance. Aujourd'hui cette alliance a une mécanique précise et documentée.

Étape 1 — Le général au Pentagone. Un officier général passe sa carrière à superviser des programmes d'armement. Il connaît les budgets, les besoins, les failles, les opportunités. Il connaît les personnes qui décident. Il a accès aux informations classifiées sur les futurs programmes.

Étape 2 — La retraite. À 55-60 ans, le général prend sa retraite. La loi américaine lui interdit pendant un an de travailler directement pour des contractants de défense avec lesquels il avait affaire. Un an.

Étape 3 — Le conseil d'administration. Après ce délai — souvent avant — il rejoint le conseil d'administration d'un grand contractant de défense. Il ne vend pas de secrets classifiés. Il vend sa connaissance du système, ses relations personnelles, sa crédibilité institutionnelle.

Étape 4 — Le consultant au Pentagone. Il peut ensuite être missionné par son entreprise pour conseiller le Pentagone — son ancienne maison. Il siège dans des groupes de travail. Il participe à des auditions. Il influence les spécifications techniques des appels d'offres.

Étape 5 — Le contrat. Son entreprise remporte le contrat. Le cycle recommence.

Entre 2008 et 2018, selon le Project On Government Oversight, **380 officiers généraux et amiraux à la retraite** ont rejoint l'industrie de défense comme lobbyistes, consultants ou administrateurs. Cela représente en moyenne un officier supérieur toutes les dix jours pendant dix ans.

Ce n'est pas de la corruption au sens pénal. C'est légal. C'est déclaré. C'est la norme.

Les sous-traitants de la violence

Au-delà des cinq grands contractants, une galaxie de sous-traitants privatise ce qui était autrefois le cœur même de la fonction militaire.

DynCorp a fourni des policiers, des formateurs militaires, des pilotes dans plus de trente pays. Elle a géré la sécurité du président afghan Karzaï. Elle a opéré en Haïti, en Colombie, en Bosnie.

MPRI (Military Professional Resources Inc.) — rachetée depuis par L3 Technologies — a entraîné l’armée croate avant la guerre de 1995 en Bosnie. Des officiers américains à la retraite, techniquement “privés”, ont formé des forces militaires dans un conflit où les États-Unis ne pouvaient pas officiellement intervenir.

Blackwater — rebaptisée Academi après plusieurs scandales, dont le massacre de Nisour Square à Bagdad en 2007 où ses hommes ont tué 17 civils irakiens — a fourni à son apogée en Irak plus de 20 000 contractants armés. Un État dans l’État. Une armée sans uniforme national, sans code de la justice militaire, sans obligation de rapport au Congrès.

La privatisation de la violence a une utilité politique précise : les morts de contractants ne figurent pas dans les statistiques officielles des pertes militaires. Le Congrès n’est pas informé. La presse ne compte pas. L’opinion publique ne réagit pas.

Ce sont des morts sans nom dans des guerres officiellement terminées.

La bourse comme baromètre

Il existe un indicateur infallible de la nature industrielle de la guerre.

Le 11 septembre 2001, les marchés financiers ont fermé. Quand ils ont rouvert le 17 septembre, les valeurs de défense ont explosé. Lockheed Martin : +30% en quelques semaines. Raytheon : +37%. Northrop Grumman : +24%.

Le 24 février 2022, la Russie envahit l’Ukraine. En une semaine :

- Lockheed Martin : +16%
- Raytheon : +20%

- Northrop Grumman : +22%
- General Dynamics : +12%

Le même jour où des familles ukrainiennes fuyaient leurs maisons sous les bombes, des actionnaires s'enrichissaient.

Il n'y a pas de cynisme dans cette observation. Il y a de la comptabilité. Les marchés financiers ne mentent pas sur les intérêts en jeu. Quand la guerre fait monter le cours d'une action, c'est que la guerre est un produit dont cette entreprise bénéficie.

Smedley Butler appelait ça un racket en 1935.

Les marchés financiers le confirment chaque fois qu'une bombe tombe quelque part dans le monde.

Le budget qui ne peut pas descendre

En 1961, Eisenhower avertissait.

En 1969, Nixon promettait de réduire le budget militaire pour financer sa politique sociale.

En 1992, Clinton promettait un "dividende de la paix" après la fin de la Guerre froide — une réduction des dépenses militaires devenue possible avec la disparition de la menace soviétique.

En 2009, Obama promettait de réformer le Pentagone, d'éliminer les programmes inutiles.

Résultat dans les quatre cas : le budget militaire a continué de croître.

Parce qu'un budget militaire n'est pas la somme des besoins de défense d'une nation. C'est la somme des intérêts économiques, électoraux et institutionnels qui dépendent de ce budget.

Ces intérêts ne se laissent pas réduire par des promesses électorales.

Ils ont des lobbyistes. Des généraux. Des membres du Congrès. Des usines dans quarante-cinq États.

Ils ont le système.

Ce que ça signifie pour vous

Si vous payez des impôts américains — ou si vous vivez dans un pays allié qui achète des armes américaines — vous financez ce système.

Si vous avez un fonds de retraite, une assurance-vie, un compte d'épargne géré par un fonds institutionnel — il y a de fortes chances que vous possédiez des actions Lockheed Martin, Raytheon ou Northrop Grumman sans le savoir.

BlackRock, Vanguard et State Street — les trois plus grands gestionnaires d'actifs mondiaux, qui gèrent ensemble plus de 20 000 milliards de dollars — sont les premiers actionnaires de toutes les grandes entreprises de défense.

Ces mêmes fonds possèdent aussi les banques, les médias, les compagnies pharmaceutiques, les assureurs.

Le système est entièrement intégré. Pas de manière complotiste — il n'y a pas de réunion secrète. Mais de manière structurelle. Chaque acteur a intérêt au système. Chaque acteur le renforce en agissant dans son propre intérêt.

C'est ça, l'intégration verticale parfaite.

Pas une conspiration. Une architecture.

Et les architectes ne portent pas de cagoules. Ils portent des costumes et reçoivent des prix.

Chapitre 4 — Qui gagne, combien, comment

La guerre d'Irak a coûté entre 2 000 et 3 000 milliards de dollars selon les estimations. Ces chiffres représentent ce que les contribuables américains ont payé. Ils ne disent pas ce que d'autres ont encaissé. Ce chapitre est la comptabilité de l'autre côté du grand livre.

Le cas Halliburton — manuel d'utilisation

Dick Cheney est secrétaire à la Défense sous George H.W. Bush de 1989 à 1993. À ce titre, il supervise la Guerre du Golfe de 1991. Il connaît le Pentagone de l'intérieur. Il connaît les contrats, les procédures, les hommes.

En 1992, le Pentagone — sous sa supervision directe — commande une étude à une entreprise privée sur la faisabilité de privatiser certaines fonctions militaires de soutien logistique. L'étude coûte 3,9 millions de dollars. Elle conclut, sans surprise, que la privatisation est une excellente idée.

L'entreprise qui a réalisé l'étude s'appelle Brown & Root. C'est une filiale de Halliburton.

En 1995, Clinton est à la Maison Blanche. Cheney n'est plus au gouvernement. Il devient PDG d'Halliburton. Il y reste jusqu'en 2000. Pendant ces cinq ans, Halliburton double ses contrats gouvernementaux — ils passent de 1,2 à 2,3 milliards de dollars.

En 2000, George W. Bush remporte l'élection présidentielle. Cheney devient vice-président. Il quitte officiellement Halliburton avec un package de départ de **36 millions de dollars** et des stock-options. Il conserve également des intérêts financiers différés dans l'entreprise.

En 2003, les États-Unis envahissent l'Irak. Halliburton reçoit le plus grand contrat de reconstruction sans appel d'offres de l'histoire américaine.

Les contrats sans appel d'offres

Dans toute démocratie, les marchés publics sont soumis à des règles de concurrence. Les entreprises soumissionnent. La moins disante ou la mieux qualifiée l'emporte. La transparence est censée prévenir la corruption.

En Irak après 2003, ces règles ont été suspendues.

Le gouvernement américain a invoqué l'urgence, la sécurité nationale, la nécessité opérationnelle. Les contrats ont été attribués de gré à gré, sans mise en concurrence, souvent sans plafond de prix défini à l'avance.

Halliburton — via sa filiale KBR — a reçu dans ce cadre :

- Un contrat initial pour l'extinction des puits de pétrole irakiens en feu : **7 milliards de dollars**
- Le contrat LOGCAP (Logistics Civil Augmentation Program) pour l'ensemble du soutien logistique des troupes américaines en Irak : **39,5 milliards de dollars** sur la durée du conflit

39,5 milliards. Sans appel d'offres. Avec le vice-président de la République comme ancien PDG de l'entreprise attributaire.

Le Bureau de la responsabilité gouvernementale (GAO) et l'Inspecteur général du Pentagone ont mené des enquêtes. Leurs conclusions : surfacturations massives, services non rendus facturés, dépenses injustifiées. Dans un seul sous-contrat de restauration des troupes, KBR avait surfacturé **61 millions de dollars** pour des repas qui n'avaient pas été servis.

Résultat judiciaire : des amendes mineures. Des remboursements partiels négociés. Aucune mise en examen pour corruption. Aucun responsable incarcéré.

L'architecture du pillage légal

Halliburton n'est pas une exception. C'est le modèle le plus visible d'une architecture qui existe à plus petite échelle dans des milliers de contrats.

Voici comment fonctionne le système :

Les spécifications techniques sont rédigées pour une entreprise précise. Quand le Pentagone publie un appel d'offres très technique — disons, un système de communication cryptée avec des paramètres très spécifiques — ces paramètres ont souvent été définis par des consultants issus de l'industrie. Ces consultants travaillent pour l'entreprise qui va remporter le contrat. L'appel d'offres est techniquement ouvert. En pratique, une seule entreprise peut y répondre.

Les contrats sont "cost-plus". Au lieu d'un prix fixe, l'entreprise est remboursée de ses coûts réels plus un pourcentage de bénéfice garanti. Il n'y a donc aucun intérêt à être efficace. Plus les coûts sont élevés, plus le profit absolu est grand. L'inefficacité est rentable.

Les dépassements de budget sont systématiques. Le F-35 de Lockheed Martin a dépassé son budget initial de **165%**. Le sous-marin Virginia de General Dynamics : dépassements réguliers. Le système de défense anti-missile : dépassements chroniques. Dans une entreprise normale, ces dépassements entraîneraient des pénalités. Ici, ils entraînent des avenants qui augmentent le contrat.

Les contractants audient les contractants. Les systèmes d'armement sont tellement complexes que le Pentagone n'a plus les compétences internes pour vérifier si ce qu'on lui livre correspond à ce qu'il a commandé. Il doit donc sous-traiter la vérification à... d'autres entreprises privées, souvent liées aux premières.

Les sous-traitants de l'ombre

Au-delà de Halliburton, une galaxie d'entreprises a prospéré sur les guerres d'Afghanistan et d'Irak.

CACI International a fourni des interrogateurs militaires à la prison d'Abou Ghraïb. Quand le scandale des tortures a éclaté en 2004, CACI était l'une des entreprises présentes. Ses employés n'étaient pas soumis au code de justice militaire. Les poursuites judiciaires contre l'entreprise ont été abandonnées.

MPRI (Military Professional Resources Inc.) — aujourd'hui intégrée dans L3 Technologies — a fourni des formateurs militaires dans des conflits où les États-Unis ne pouvaient pas officiellement intervenir : Croatie, Bosnie, Colombie. Des officiers américains à la retraite, techniquement "privés", faisaient le travail que l'armée américaine ne pouvait pas faire officiellement. La plausible deniability en uniforme civil.

DynCorp a opéré dans plus de trente pays — formation des forces de police en Irak et en Afghanistan, protection rapprochée de Hamid Karzaï, gestion de programmes de lutte anti-drogue en Colombie. En Bosnie dans les années 1990, des employés de DynCorp ont été impliqués dans un réseau de traite d'êtres humains. Deux lanceurs d'alerte ont été licenciés pour avoir signalé les faits. L'entreprise a conservé ses contrats.

Blackwater — l'armée sans drapeau

Blackwater est fondée en 1997 par Erik Prince, ancien SEAL de la marine américaine, héritier d'une fortune industrielle familiale, militant évangélique. L'entreprise commence par la formation militaire sur un terrain en Caroline du Nord.

Après le 11 septembre, tout change.

Blackwater fournit des gardes du corps, des équipes de sécurité, des combattants. À son apogée en Irak, elle emploie **plus de 20 000 personnes dans le monde**, dont des milliers d'anciens militaires de dizaines de pays.

Ses hommes sont payés deux à dix fois le salaire d'un soldat régulier. Ils n'obéissent pas à la chaîne de commandement militaire. Ils ne relèvent pas du code de justice militaire. Ils ont leurs propres règles d'engagement — ou pas de règles du tout.

Le 16 septembre 2007, place Nisour à Bagdad, des agents Blackwater ouvrent le feu sur des civils irakiens. **17 morts. 20 blessés.** Des hommes, des femmes, des enfants. La Commission d'enquête irakienne conclut à un massacre sans provocation.

Les agents Blackwater impliqués sont jugés aux États-Unis — pas en Irak, où ils auraient pu être condamnés à mort. Les procédures judiciaires s'étirent pendant des années. Certains sont condamnés, puis graciés par Donald Trump en décembre 2020.

Erik Prince, lui, n'a jamais été poursuivi. Il a vendu Blackwater — rebaptisée Academi entre-temps — et lancé d'autres entreprises militaires privées. Il a conseillé l'administration Trump. Il a proposé de privatiser la guerre en Afghanistan — remplacer les troupes américaines par une armée privée sous contrat. La proposition a été sérieusement étudiée avant d'être rejetée.

La privatisation de la violence — ce que ça signifie vraiment

Quand un État privatise la gestion de l'eau ou des transports, c'est discutable mais compréhensible — ce sont des services.

Quand un État privatise la violence — le monopole de la force qui est, depuis Weber, la définition même de l'État — il abandonne quelque chose d'irremplaçable.

Une armée privée n'a pas de loyauté nationale. Elle a des contrats. Quand le contrat expire, la loyauté s'arrête. Quand un autre client paie plus, la loyauté change de camp.

Une armée privée n'a pas de responsabilité démocratique. Les généraux répondent au Congrès. Les actionnaires d'Academi répondent à leurs investisseurs. Ce ne sont pas les mêmes personnes. Ce ne sont pas les mêmes intérêts.

Une armée privée permet à un gouvernement de faire des guerres que son opinion publique n'accepterait pas. Les morts de contractants ne sont pas comptés dans les pertes officielles. Ils n'apparaissent pas dans les cérémonies nationales. Leurs familles ne reçoivent pas de drapeaux pliés.

Ce n'est pas un effet secondaire du système. C'est sa fonctionnalité principale.

Le bilan

Entre 2001 et 2021 — vingt ans de guerre en Afghanistan — les États-Unis ont dépensé **2 300 milliards de dollars**. Selon l'Université Brown, en ajoutant les soins aux vétérans et les intérêts sur la dette, le coût total dépassera **6 000 milliards** sur la durée de vie des personnes impliquées.

L'Afghanistan en 2021 ressemble à l'Afghanistan en 2001. Les talibans sont au pouvoir. La reconstruction n'a pas eu lieu — ou plutôt, elle a eu lieu sur le papier, dans les contrats, dans les bilans comptables de centaines d'entreprises.

Mais Lockheed Martin a versé **à ses actionnaires** 65 milliards de dollars de rachats d'actions et de dividendes entre 2002 et 2021.

Raytheon, Northrop Grumman, General Dynamics, Boeing Defense : des dizaines de milliards chacun.

Halliburton : des profits records pendant les années de guerre.

Blackwater/Academi/Constellis : vendue, restructurée, rentable.

La guerre en Afghanistan a été un échec militaire et politique total.

Elle a été un succès financier spectaculaire.

Pour ceux qui comptent en dollars, pas en cercueils.

Chapitre 5 — Les banques financent les deux côtés

Il existe une règle non écrite dans la finance de guerre : peu importe qui gagne, la banque est remboursée. La guerre est peut-être le seul marché où le fournisseur de capitaux est indifférent au résultat. Un bon banquier finance l'agresseur et la victime, encaisse les intérêts des deux côtés, et prie pour que le conflit dure suffisamment longtemps pour que les prêts soient rentabilisés.

Le principe de base

La guerre coûte de l'argent que les États n'ont pas. Ils empruntent.

Ce principe aussi vieux que la guerre elle-même a une conséquence mécanique : celui qui prête à un belligérant a un intérêt financier à ce que ce belligérant continue à se battre. Si la guerre s'arrête trop tôt, les contrats de fournitures militaires s'arrêtent, les emprunts ne sont pas totalement déployés, les intérêts futurs disparaissent.

Un État en guerre est le meilleur client d'une banque : il emprunte massivement, il ne peut pas faire défaut sans conséquences politiques catastrophiques, et il dispose d'un pouvoir de taxation pour rembourser.

La paix est moins rentable.

JP Morgan et la Première Guerre mondiale

En 1914, quand la guerre éclate en Europe, les États-Unis sont officiellement neutres. Woodrow Wilson a promis de ne pas intervenir.

JP Morgan, la plus grande banque américaine, n'est pas neutre.

Dès 1915, JP Morgan devient l'agent fiscal exclusif du gouvernement britannique aux États-Unis. Elle organise des prêts massifs aux Alliés — Royaume-Uni et France — pour financer leurs achats d'armements et de fournitures américains. Elle coordonne également les achats britanniques et français auprès des industries américaines, touchant une commission sur chaque transaction.

En deux ans, JP Morgan a organisé des prêts et des crédits commerciaux représentant **environ 1,5 milliard de dollars** — une somme colossale pour l'époque, équivalente à plusieurs centaines de milliards aujourd'hui.

Ces prêts créaient un problème : si les Alliés perdaient la guerre, ils ne pourraient pas rembourser. JP Morgan et ses partenaires perdraient tout.

En avril 1917, les États-Unis entrent en guerre aux côtés des Alliés.

Les historiens débattent des causes de cette entrée en guerre — le torpillage du Lusitania, la propagande britannique, le télégramme Zimmermann. Smedley Butler, lui, était plus direct : les banquiers avaient besoin d'être remboursés.

La Seconde Guerre mondiale — financer l'ennemi

Le cas le plus troublant de l'histoire bancaire de guerre n'est pas le financement d'un allié. C'est le financement de l'ennemi.

La Standard Oil de Rockefeller a continué à fournir du carburant à l'Allemagne nazie via des filiales suisses et espagnoles jusqu'en 1944 — pendant que des soldats américains mouraient dans des avions alimentés par du carburant allié. La transaction passait par des intermédiaires pour maintenir une distance formelle.

IBM a fourni ses machines à cartes perforées à l'administration nazie. Ces machines ont été utilisées pour gérer les registres des déportés, optimiser les transports ferroviaires vers les camps, administrer l'économie de guerre allemande. La filiale allemande d'IBM — Dehomag — opérait en coordination étroite avec Berlin. New York était informé.

Ford Motor Company opérait en Allemagne via sa filiale Ford Werke. Des travailleurs forcés — des déportés — travaillaient dans ses usines. Henry Ford était personnellement un admirateur d'Hitler, qui le citait dans Mein Kampf et lui avait décerné la Grande Croix de l'Ordre de l'Aigle Allemand en 1938.

General Motors via sa filiale Opel produisait des camions militaires pour la Wehrmacht.

Ces faits sont documentés. Ils ont fait l'objet d'enquêtes parlementaires américaines après la guerre. Ils n'ont abouti à aucune condamnation significative.

La BRI — la banque qui a continué pendant la guerre

La Banque des Règlements Internationaux — BRI — est fondée en 1930 à Bâle, en Suisse. Sa mission officielle : faciliter les paiements entre banques centrales et servir de forum de coopération monétaire internationale.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle a continué à fonctionner.

Son conseil d'administration comprenait des représentants de banques centrales alliées **et** de la Reichsbank nazie. Ils siégeaient ensemble. Ils prenaient des décisions ensemble.

La BRI a facilité le transfert vers l'Allemagne nazie de l'or de la banque centrale tchécoslovaque — saisi après l'annexion de la Tchécoslovaquie en 1939. Elle a traité des transactions en or dont une partie provenait de l'or fondu des victimes de la Shoah.

Le président de la BRI pendant une partie de la guerre était Thomas McKittrick, un Américain. Son vice-président était un représentant de la Reichsbank. Ils travaillaient ensemble à Bâle pendant que leurs pays se faisaient la guerre.

En 1944, à la conférence de Bretton Woods, le délégué norvégien propose de dissoudre la BRI. La proposition est adoptée. La BRI n'est jamais dissoute. Elle existe toujours, à Bâle, et reste la banque des banques centrales.

Le modèle contemporain — obligations de guerre et fonds de défense

La mécanique a évolué. Elle est devenue plus sophistiquée, plus diffuse, plus légale en apparence.

Les obligations souveraines de guerre. Quand les États-Unis financent une guerre, ils émettent des bons du Trésor. Ces bons sont achetés par des fonds d'investissement, des fonds de pension, des banques, des fonds souverains étrangers. Le contribuable américain rembourse avec intérêts. Les acheteurs encaissent. C'est la guerre transformée en produit financier.

Les fonds d'investissement en défense. Il existe aujourd'hui des ETF (fonds indiciels cotés) entièrement consacrés à l'industrie de défense — ITA, XAR, PPA. N'importe quel épargnant peut acheter une part de l'industrie de guerre comme il achèterait une part d'un fonds technologique. La guerre est devenue un produit d'épargne grand public.

Les mêmes fonds partout. BlackRock, Vanguard, State Street — les trois plus grands gestionnaires d'actifs mondiaux — sont présents des deux côtés de chaque conflit. Ils possèdent des actions dans les entreprises de défense américaines. Ils possèdent aussi des obligations souveraines des pays en guerre. Ils gèrent parfois des fonds de reconstruction pour les pays dévastés.

Ils gagnent à toutes les étapes : la guerre, le financement de la guerre, et la reconstruction après la guerre.

Les prêts du FMI — la guerre continue après le cessez-le-feu

Quand la guerre se termine, un nouveau créancier arrive : le Fonds Monétaire International.

Le FMI prête aux pays dévastés pour reconstruire. Ces prêts sont conditionnés — c'est la règle du FMI depuis sa création. Les conditions incluent généralement : privatisation des entreprises publiques, ouverture aux investissements étrangers, réduction des dépenses sociales, libéralisation commerciale.

Un pays en ruines, sous pression pour rembourser, n'est pas en position de négocier.

La Yougoslavie après les guerres des années 1990 : ses entreprises privatisées rachetées à bas prix par des fonds occidentaux. L'Irak après 2003 : l'Autorité provisoire de la coalition a remodifié en cent jours la totalité du cadre légal de l'économie irakienne — privatisation, ouverture aux capitaux étrangers, suppression des tarifs douaniers protecteurs. Ces lois ont été rédigées par des consultants américains. Elles ont été imposées avant que l'Irak ait un gouvernement souverain pour les discuter.

La Libye après 2011 : ses réserves de change — plus de 150 milliards de dollars — ont été gelées par les sanctions internationales. Une partie n'a jamais été entièrement restituée. Ses ressources pétrolières sont aujourd'hui divisées entre factions, compagnies internationales et États voisins.

Qui paie, qui encaisse

La mécanique est simple quand on la déploie entièrement.

Les contribuables américains financent les guerres via leurs impôts et la dette nationale.

Les soldats — souvent issus des classes populaires, engagés pour des raisons économiques autant que patriotiques — payent en corps et en santé mentale.

Les populations civiles des pays en guerre payent en vies, en déplacements, en destructions.

Les entreprises d'armement encaissent les contrats.

Les banques encaissent les intérêts des emprunts de guerre.

Les fonds d'investissement encaissent les dividendes des entreprises d'armement et les rendements des obligations souveraines.

Les entreprises de reconstruction encaissent les contrats d'après-guerre.

Le FMI et les créanciers privés encaissent les remboursements de prêts avec intérêts pendant des décennies.

Il n'y a pas de perdants dans cette liste — sauf ceux qui ne sont pas dans cette liste.

La phrase que personne ne dit

John Maynard Keynes, l'économiste le plus influent du XXe siècle, avait compris le mécanisme. Il avait participé aux négociations de paix après la Première Guerre mondiale. Il avait vu comment les dettes de guerre avaient été structurées pour maintenir les pays vaincus dans une dépendance durable.

Son livre de 1919 — *Les Conséquences économiques de la paix* — prévenait que les conditions imposées à l'Allemagne mèneraient à une nouvelle guerre. Il avait raison. La crise économique créée par les réparations imposées à l'Allemagne a été l'un des terreaux du nazisme.

Personne ne l'a écouté.

Vingt ans plus tard, la Seconde Guerre mondiale a généré de nouvelles dettes. De nouveaux intérêts. De nouveaux profits.

La leçon n'avait pas été tirée — ou plutôt, elle avait été tirée, mais par ceux qui profitaient du cycle, pas par ceux qui le subissaient.

Une guerre qui finit est une guerre qui recommencera. Pour les banques, c'est une promesse, pas une menace.

Chapitre 6 — La reconstruction comme second marché

Détruire coûte de l'argent. Reconstruire aussi. Ce sont deux marchés distincts, deux cycles de contrats, deux vagues de profits. L'intelligence du système est d'avoir trouvé comment les combiner : les mêmes intérêts qui financent la destruction financent la reconstruction. Le pays dévasté paie deux fois — une fois pour avoir été bombardé, une fois pour être rebâti selon les plans de ceux qui l'ont bombardé.

Le cycle parfait

En économie, le cycle parfait est celui où la même entreprise vend le problème et la solution.

La guerre en est l'expression la plus aboutie.

Raytheon fabrique des missiles Tomahawk — environ 2 millions de dollars l'unité. Ces missiles détruisent des infrastructures : centrales électriques, ponts, usines, réseaux d'eau, hôpitaux. Bechtel, l'une des plus grandes entreprises de construction américaines, obtient ensuite les contrats pour reconstruire ces infrastructures.

Raytheon et Bechtel ne sont pas la même entreprise. Mais leurs actionnaires majoritaires sont souvent les mêmes fonds d'investissement. Et leurs lobbies opèrent dans les mêmes couloirs du Congrès, avec les mêmes objectifs : des budgets militaires élevés pour l'un, des contrats de reconstruction pour l'autre.

La distinction entre les deux phases — destruction et reconstruction — est comptable, pas substantielle.

Bechtel en Irak — le manuel

Bechtel Group est une entreprise de construction et d'ingénierie privée — non cotée en bourse, donc moins visible — fondée en 1898 en Californie. Elle a construit le barrage Hoover, le tunnel sous la Manche, des dizaines de centrales nucléaires, des aéroports, des pipelines sur tous les continents.

Elle a également des liens institutionnels étroits avec le gouvernement américain. George Shultz, secrétaire d'État de Reagan, était président de Bechtel avant et après ses fonctions. Caspar Weinberger, secrétaire à la Défense de Reagan, était vice-président de Bechtel. Le mouvement entre Bechtel et les sommets de l'État américain est aussi fluide que celui entre Lockheed Martin et le Pentagone.

En avril 2003, un mois après le début de l'invasion de l'Irak, Bechtel reçoit un contrat de l'USAID — l'agence d'aide américaine — pour la reconstruction des infrastructures irakiennes.

Montant initial : 680 millions de dollars. Sans appel d'offres international.

Le contrat a été attribué après un processus restreint à six entreprises américaines présélectionnées. Les entreprises irakiennes — qui auraient pu reconstruire leur propre pays — n'ont pas été consultées.

Au total, Bechtel a encaissé **environ 2,3 milliards de dollars** de contrats en Irak.

Le bilan de la reconstruction irakienne, évalué par le Special Inspector General for Iraq Reconstruction (SIGIR), est accablant : des hôpitaux construits qui ne fonctionnaient pas, des stations d'épuration livrées sans personnel formé pour les opérer, des réseaux électriques reconstruits qui tombaient en panne, des écoles construites avec des matériaux de mauvaise qualité.

Les contrats étaient remplis. Les objectifs de reconstruction n'ont pas été atteints.

La doctrine de la thérapie de choc

Naomi Klein, dans *La Stratégie du choc* (2007), a formalisé ce que Milton Friedman et ses disciples de l'École de Chicago avaient théorisé depuis les années 1970 : les crises — guerres, catastrophes naturelles, effondrements économiques — créent des fenêtres d'opportunité pour imposer des réformes économiques qu'aucune démocratie fonctionnelle n'accepterait en temps normal.

Le principe : quand une population est traumatisée, désorientée, en état de choc, elle n'a pas la capacité de résister aux transformations radicales. C'est le moment d'agir vite, avant que les gens reprennent leurs esprits.

Friedman lui-même l'a formulé explicitement en 2005, après l'ouragan Katrina qui a dévasté La Nouvelle-Orléans :

“La plupart des écoles de La Nouvelle-Orléans sont détruites. Les étudiants sont dispersés dans tout le pays. Cela représente une tragédie. C'est aussi une opportunité de réformer radicalement le système éducatif.”

Trois jours après la catastrophe. Des milliers de morts. Des centaines de milliers de déplacés. Et Friedman voit une opportunité de marché.

Les écoles publiques de La Nouvelle-Orléans ont effectivement été remplacées dans leur grande majorité par des charter schools privées dans les années suivantes.

L'Irak comme laboratoire

L'invasion de l'Irak en 2003 a été le plus grand laboratoire de thérapie de choc de l'histoire récente.

L'Autorité provisoire de la coalition (CPA), dirigée par L. Paul Bremer, a gouverné l'Irak pendant quatorze mois — de mai 2003 à juin 2004. En ce temps, avant qu'un gouvernement irakien souverain existe, Bremer a promulgué **cent ordres** qui ont reconfiguré l'économie irakienne de fond en comble.

Les plus significatifs :

Ordre 39 : autorisation pour les entreprises étrangères de posséder 100% des entreprises irakiennes, dans tous les secteurs sauf le pétrole. Rapatriement intégral des profits autorisé. Durée des contrats : quarante ans.

Ordre 40 : privatisation du secteur bancaire.

Ordre 12 : suspension de tous les droits de douane. L'Irak — dont l'industrie était déjà dévastée — s'est retrouvé inondé de produits importés, rendant toute reconstruction industrielle locale impossible.

Ordre 2 : dissolution de l'armée irakienne. 400 000 soldats mis à la rue, sans salaire, sans perspective. Beaucoup ont rejoint l'insurrection. Certains ont constitué les cadres de ce qui allait devenir Daech.

Ces ordres ont été rédigés par des consultants de cabinets américains — KPMG, BearingPoint — sous contrat avec la CPA. Ils ont été imposés à un pays dont la population n'avait pas été consultée, qui n'avait pas de parlement, pas de gouvernement, pas de constitution.

C'était de la colonisation économique. Légale selon le droit de l'occupant. Illégitime selon tout autre critère.

La Libye — le modèle accéléré

En 2011, l'OTAN intervient en Libye pour renverser Mouammar Kadhafi. L'intervention est présentée comme humanitaire — protéger les civils de Benghazi d'un massacre imminent.

La Commission d'enquête du Parlement britannique, publiée en 2016, a conclu que l'évaluation de la menace humanitaire était **“fondée sur des informations erronées”** et que les gouvernements occidentaux n'avaient pas prévu les conséquences de l'intervention.

Ce qu'ils n'avaient peut-être pas prévu : l'effondrement total de l'État libyen. Ce qu'ils avaient peut-être calculé : l'accès aux ressources libyennes.

La Libye possède les plus grandes réserves de pétrole d'Afrique. Kadhafi avait nationalisé le pétrole libyen et cherchait à vendre en euros plutôt qu'en dollars. Il travaillait à la création d'une monnaie africaine commune — le dinar-or — qui aurait concurrencé le franc CFA et réduit l'influence financière occidentale en Afrique.

Après son renversement, les compagnies pétrolières occidentales ont récupéré leurs contrats. Le projet de monnaie africaine a disparu. Les réserves de change libyennes — environ 150 milliards de dollars bloqués en Occident — sont restées partiellement gelées, gérées par des tuteurs étrangers.

La reconstruction de la Libye n'a pas eu lieu. Le pays est divisé entre factions armées, gouvernements rivaux, milices. C'est un État effondré.

Mais le pétrole continue de couler. Il est vendu par des entités dont les revenus partent à l'étranger, dans des comptes contrôlés par des factions elles-mêmes financées de l'extérieur.

L'effondrement est aussi une forme de marché.

Le FMI arrive avec la dette

La reconstruction formelle — celle des institutions, du cadre légal, du système financier — est le terrain du FMI et de la Banque mondiale.

Ces institutions ne donnent pas. Elles prêtent. À des taux d'intérêt concessions — inférieurs aux marchés — mais avec des conditions.

Ces conditions portent un nom : les “programmes d'ajustement structurel”. Dans leur version contemporaine : les “mémorandums d'accord”. Le vocabulaire change. La logique reste identique.

Un pays dévasté, affaibli, dépendant de l'aide internationale, signe un accord avec le FMI. En échange des prêts :

- Il privatise ses entreprises publiques
- Il ouvre ses marchés aux capitaux étrangers
- Il réduit ses dépenses sociales
- Il supprime les subventions aux produits de base
- Il libéralise son commerce extérieur

Ces mesures sont présentées comme des conditions nécessaires à la “bonne gouvernance” et à la “viabilité économique”. En pratique, elles ouvrent les marchés du pays aux entreprises des pays créanciers.

La Grèce après 2010 — pas une guerre, mais une crise financière — illustre le mécanisme à l'échelle européenne : ses entreprises portuaires, ses réseaux électriques, ses propriétés publiques vendus sous pression de la troïka (FMI, BCE, Commission européenne). Les acheteurs : des fonds d'investissement, des entreprises chinoises, des opérateurs privés européens.

Le même scénario se déroule à échelle accélérée dans les pays sortant d'un conflit armé.

Détruire pour reconstruire — la logique finale

Il serait tentant de croire que la guerre est d'abord une catastrophe, et que la reconstruction est une réponse sincère à cette catastrophe.

La réalité documentée suggère quelque chose de plus structurel.

Les mêmes réseaux qui poussent à l'intervention militaire ont des intérêts dans la reconstruction. Les mêmes think tanks qui produisent les arguments pour la guerre produisent les plans de reconstruction libérale. Les mêmes personnalités tournent entre les gouvernements, les entreprises de défense, les entreprises de reconstruction et les institutions financières internationales.

Ce n'est pas un complot. C'est une convergence d'intérêts institutionnalisée.

Un pays intact, souverain, avec des entreprises publiques et une industrie nationale protégée, est un marché fermé.

Un pays dévasté, endetté, contraint par ses créanciers, est un marché ouvert.

La guerre est l'outil le plus efficace pour transformer le premier en second.

Bechtel reconstruit ce que Raytheon a détruit. Le contribuable américain paie les deux. Et le pays dévasté remercie ses libérateurs.

Chapitre 7 — Le chaos comme couverture

La guerre crée une zone où les règles normales s'arrêtent. Pas seulement les règles militaires — toutes les règles. Douanières, fiscales, judiciaires, sanitaires, comptables. Dans cette zone d'exception, des flux qui seraient impossibles en temps de paix deviennent invisibles. Ce n'est pas un effet secondaire de la guerre. C'est l'une de ses fonctions.

Ce que personne ne surveille quand les bombes tombent

Imaginez une frontière en temps de paix. Des douaniers. Des scanners. Des manifestes de cargaison. Des caméras. Des bases de données. Des inspections aléatoires. Des traités d'échange d'informations entre services fiscaux. Des journalistes d'investigation. Des ONG. Des observateurs.

Maintenant imaginez la même frontière pendant une guerre. Les douaniers ont fui ou sont morts. Les bâtiments administratifs sont détruits. Les bases de données n'existent plus. Les caméras ne fonctionnent plus. Les journalistes sont à Bagdad ou à Kaboul, pas aux postes-frontières de la région. Les ONG sont occupées à gérer les réfugiés. Personne ne compte les camions.

Ce vide n'est pas neutre. Il est immédiatement occupé.

Par qui ? Par ceux qui ont la capacité d'opérer dans le vide : les réseaux criminels organisés, les forces militaires qui contrôlent le terrain sans en rendre compte, les services de renseignement qui opèrent hors de tout cadre légal, les entreprises qui travaillent dans des zones grises juridiques.

Ces acteurs ne créent pas le chaos. Mais ils le lisent comme une opportunité.

L'Afghanistan — premier producteur mondial d'opium sous occupation américaine

Avant 2001, l'Afghanistan produisait de l'opium. Le pays est depuis des siècles une zone de culture du pavot — le climat, le sol, la géographie des vallées s'y prêtent.

En 2000, les talibans ont fait quelque chose d'inattendu : ils ont interdit la culture du pavot. Par décret religieux. La production afghane d'opium — qui représentait alors environ 70% de la production mondiale — s'est effondrée de plus de 90% en un an.

En 2001, l'invasion américaine renverse les talibans.

En 2002, la production afghane d'opium recommence.

En 2007, l'Afghanistan produit **93% de l'opium mondial**. Sous occupation américaine. Avec 100 000 soldats de l'OTAN sur le territoire.

En 2021, quand les troupes américaines quittent l'Afghanistan, la production d'opium est à son niveau historique le plus élevé. Les talibans, de retour au pouvoir, l'interdisent à nouveau en 2022. La production s'effondre à nouveau.

La corrélation est parfaite. La présence militaire américaine coïncide avec la production maximale d'opium. L'absence des talibans coïncide avec la production maximale. Le retour des talibans coïncide avec l'effondrement.

Qui contrôlait les routes ?

La question n'est pas : est-ce que l'armée américaine cultivait du pavot ? Elle ne le faisait évidemment pas.

La question est : pourquoi une armée qui contrôlait le terrain n'a-t-elle pas empêché la production de reprendre et d'atteindre des niveaux record ?

Plusieurs réponses ont été avancées.

La réponse officielle : les fermiers afghans n'avaient pas d'autre source de revenus. Éradiquer le pavot aurait poussé la population dans les bras des talibans. La stabilité politique primait sur la lutte anti-drogue.

Cette réponse est partiellement vraie. Elle est aussi partiellement comode.

La réponse documentée : les seigneurs de guerre afghans que les États-Unis ont utilisés comme alliés locaux après 2001 — pour combattre les talibans, pour fournir des informateurs, pour contrôler des territoires — étaient pour beaucoup impliqués dans le commerce de l'opium. Les financer, c'était financer le trafic. Les protéger, c'était protéger leurs routes.

Ahmed Wali Karzaï, frère du président Hamid Karzaï et homme fort de Kandahar, était régulièrement décrit par des sources américaines comme impliqué dans le trafic de drogue. La CIA lui versait régulièrement des paiements. Il a été assassiné en 2011 par l'un de ses gardes du corps.

La réponse que personne ne dit officiellement : une partie de l'argent de l'opium afghane entrait dans des circuits qui finançaient des opérations que le Congrès américain n'aurait pas votées officiellement. La drogue comme financement hors budget des opérations clandestines — ce n'est pas une nouveauté.

Iran-Contra — le précédent établi

Dans les années 1980, l'administration Reagan voulait financer les Contras nicaraguayens — des guérilleros opposés au gouvernement sandiniste. Le Congrès américain avait explicitement interdit ce financement via l'amendement Boland.

La solution trouvée : vendre des armes à l'Iran (officiellement un ennemi depuis 1979), utiliser les profits pour financer les Contras, et laisser les Contras financer une partie de leurs opérations via le trafic de cocaïne vers les États-Unis.

Ce n'est pas une théorie du complot. C'est le résultat d'une enquête sénatoriale — la commission Kerry, 1989 — qui a conclu que des membres du gouvernement américain avaient connaissance du trafic de drogue des Contras et n'avaient rien fait pour l'arrêter.

Oliver North, coordinateur de l'opération à la Maison Blanche, a été condamné. Sa condamnation a été annulée en appel pour des raisons procédurales. Il est aujourd'hui commentateur politique sur Fox News.

Le précédent était établi : le chaos d'une guerre peut financer des opérations qui ne peuvent pas être financées légalement.

Ce que la guerre fait disparaître

Au-delà de la drogue, la guerre crée les conditions pour d'autres flux invisibles.

Les armes. Quand un pays est en guerre, des flux massifs d'armes entrent sur son territoire. Une partie de ces armes atteint sa destination officielle. Une autre partie disparaît. Elle est revendue, détournée, échangée. L'arsenal de Kadhafi — estimé à plus de 15 000 missiles sol-air portables

(MANPADS), des milliers de tonnes de munitions — a été dispersé dans toute l’Afrique et le Moyen-Orient après 2011. Ces armes ont armé des groupes au Mali, au Niger, en Syrie, au Sinaï.

L’argent. Les zones de guerre génèrent des flux de cash énormes — paiements de contractants, salaires de forces locales, financements d’urgence humanitaire. Le cash ne laisse pas de traces. Le Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (SIGAR) a documenté des milliards de dollars de fonds américains dont la destination est inconnue.

Les personnes. La guerre crée des populations en mouvement — réfugiés, déplacés, migrants économiques — dans un contexte où les administrations ne fonctionnent plus, où les registres sont détruits, où les frontières sont poreuses. C’est dans ce contexte que les réseaux de trafic humain opèrent le plus facilement.

Le silence organisé

Ce qui est peut-être le plus troublant n’est pas que ces choses se produisent. C’est qu’elles sont connues — et ignorées.

Les rapports du SIGAR sur l’Afghanistan sont publics. Ils sont disponibles en ligne. Ils documentent des milliards de dollars de gaspillage, de corruption, de détournements. Ils ont été produits pendant vingt ans.

Pendant vingt ans, le Congrès a continué à voter les budgets.

Les rapports de la Commission Kerry sur les Contras sont publics depuis 1989. Les connexions entre trafic de drogue et opérations clandestines sont documentées. Aucune réforme structurelle n’a suivi.

Les productions d’opium afghane sous occupation américaine sont des données publiques — publiées par l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD). Les corrélations sont visibles dans n’importe quel graphique. Aucune commission d’enquête n’a été mandatée pour en tirer les conclusions qui s’imposent.

Ce silence n’est pas l’ignorance. C’est une décision collective de ne pas regarder.

Parce que regarder mènerait à des questions auxquelles personne dans les structures de pouvoir n’a intérêt à répondre.

La fonctionnalité du chaos

Il faut finir par nommer ce que les faits suggèrent.

Le chaos de la guerre n’est pas seulement toléré. Il est par moments utile.

Utile pour faire passer des flux qui ne passeraient pas en temps de paix. Utile pour financer des opérations qui ne peuvent pas être votées par des parlements. Utile pour créer des zones d’exception où les acteurs qui savent s’y déplacer peuvent accumuler — ressources, richesses, influence — sans en rendre compte à personne.

Cette thèse n’implique pas que chaque guerre soit délibérément organisée pour permettre le trafic. La réalité est plus nuancée : les guerres ont des causes multiples, et leurs acteurs ont des motivations variées.

Mais elle implique ceci : quand le chaos est là, quelqu’un en profite toujours. Et les mêmes acteurs — réseaux clandestins, services de renseignement sans contrôle démocratique, entreprises opérant dans les zones grises — réapparaissent dans chaque conflit, dans chaque zone de non-droit, avec une régularité qui n’est pas le fruit du hasard.

Le chaos ne crée pas ces acteurs. Mais il les révèle.

Et il les enrichit.

Chapitre 8 — Le trafic d'armes légales et illégales

Il existe une frontière entre le commerce légal d'armes et le trafic illégal. Cette frontière est tracée sur le papier. Dans la réalité, elle est poreuse, mobile, et franchie quotidiennement avec la complicité — active ou passive — des États qui l'ont tracée. La distinction entre “vente officielle à un allié” et “armement d'un ennemi futur” est souvent une question de calendrier.

Le marché officiel

Le commerce international d'armes est légal. Réglementé. Déclaré. Il fait l'objet de rapports annuels, de registres onusiens, de traités internationaux.

En 2023, les États-Unis ont vendu ou transféré **238 milliards de dollars d'armements** à des pays étrangers — un record historique. Ils représentent environ 40% du marché mondial des armes.

Les clients principaux : l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis, Israël, la Corée du Sud, le Japon, l'Inde, Taiwan, l'Australie, le Royaume-Uni.

Derrière les États-Unis : la Russie (environ 16% du marché mondial), la France (11%), la Chine (6%), l'Allemagne (6%), le Royaume-Uni (4%).

Ces chiffres représentent le marché déclaré. Celui qui figure dans les registres officiels, qui fait l'objet d'autorisations gouvernementales, qui est théoriquement soumis à des conditions d'utilisation finale.

Ces conditions d'utilisation finale sont la clé du problème.

Les armes qui changent de main

Quand les États-Unis vendent des armes à un pays, ils incluent dans le contrat un “certificat d’utilisation finale”. Ce document stipule que les armes ne peuvent pas être transférées à un tiers sans autorisation préalable américaine.

En pratique, ce contrôle est une fiction.

Le Yémen. Depuis 2015, une coalition menée par l’Arabie Saoudite bombarde le Yémen. Les États-Unis ont vendu à l’Arabie Saoudite, entre 2015 et 2022, des dizaines de milliards de dollars d’armements — avions de combat, bombes à guidage de précision, missiles, munitions.

Ces armes ont été utilisées pour bombarder des hôpitaux, des marchés, des infrastructures civiles. Des enquêtes de l’ONU et de journalistes d’investigation ont documenté des frappes sur des écoles et des noces de mariage.

Une partie de ces armes s’est également retrouvée entre les mains de milices au sol — y compris des milices islamistes que les États-Unis considèrent officiellement comme des organisations terroristes.

Des armes américaines, vendues à un allié, utilisées par un ennemi déclaré. Le certificat d’utilisation finale n’avait rien empêché.

La Syrie. À partir de 2012, les États-Unis ont armé des groupes rebelles syriens dans le cadre du programme clandestin “Timber Sycamore”, coordonné par la CIA. Des armes — fusils, missiles antichar TOW, équipements de communication — ont été transférées via la Turquie, la Jordanie, l’Arabie Saoudite.

Une partie significative de ces armes a rapidement été capturée ou rachetée par l’État islamique et d’autres groupes jihadistes. Daech a utilisé des missiles TOW américains contre des blindés américains.

L'armement des rebelles syriens a directement renforcé Daech. Ce n'est pas une théorie — c'est documenté par le Pentagone lui-même dans ses rapports internes.

L'arsenal de Kadhafi — la dispersion

En 2011, l'intervention de l'OTAN en Libye renverse Kadhafi. Son régime s'effondre en quelques mois.

Kadhafi avait accumulé pendant quarante ans un arsenal considérable : environ **15 000 à 20 000 missiles sol-air portables** (MANPADS — Man-Portable Air-Defense Systems), des dizaines de milliers de tonnes de munitions, des milliers d'armes légères, des blindés, des véhicules militaires.

Quand le régime s'effondre, ces arsenaux se retrouvent sans gardiens. Les dépôts sont pillés. Les armes sont vendues, échangées, transportées.

En quelques mois, des MANPADS libyens apparaissent : - Au Mali — où ils armèrent les groupes touaregs du MNLA et les jihadistes d'AQMI, déclenchant une crise qui nécessita l'intervention française en 2013 - Au Niger, au Tchad, en Mauritanie - En Égypte — dans le Sinaï, entre les mains de groupes liés à Daech - En Syrie — où ils furent utilisés contre des hélicoptères - À Gaza

Un MANPAD libyen est une arme capable d'abattre un avion de ligne civil. La dispersion de ces armes a créé une menace terroriste permanente sur plusieurs continents — une menace qui existera aussi longtemps que ces missiles seront fonctionnels, soit encore des décennies.

L'OTAN avait participé à renverser Kadhafi. Personne n'avait planifié la sécurisation des arsenaux.

Ou alors la planification n'était pas la priorité.

Le marché gris — entre légal et illégal

Entre le commerce officiel et le trafic clandestin existe un espace intermédiaire : le marché gris des armes.

Le marché gris fonctionne ainsi : des armes sont vendues légalement à un État ou à une entité légitimement reconnue. Cet État les revend, les transfère, les “perd” dans des conditions qui permettent à ces armes d’atteindre des destinataires finaux qui n’auraient jamais pu les obtenir directement.

La Bulgarie et la Roumanie ont joué ce rôle pour l’armement des groupes rebelles en Syrie. Des stocks d’armes soviétiques — AK-47, RPG, obus de mortier — achetés par des intermédiaires liés à la CIA et aux services saoudiens, transférés en Turquie, puis en Syrie. Tout cela documenté par l’organisation Conflict Armament Research, qui traque les numéros de série des armes sur les champs de bataille.

Viktor Bout — le marchand d’armes russe surnommé “le marchand de mort”, condamné aux États-Unis en 2011, échangé en 2022 contre la basketteuse Brittney Griner — opérait dans ce marché gris pendant des décennies. Ses réseaux d’entreprises-écrans, d’avions cargo et de faux documents de transit lui permettaient de livrer des armes à des belligérants des deux côtés de conflits en Afrique, en Asie centrale, en Amérique latine.

Ce que le film qui lui a été consacré — *Lord of War* avec Nicolas Cage — ne dit pas : les gouvernements occidentaux utilisaient parfois les mêmes canaux. Pas nécessairement Bout lui-même — mais des mécanismes identiques, des intermédiaires similaires, dans une logique de deniability organisée.

Les ventes aux pays du Golfe — qui bombarde le Yémen

La vente d'armes aux pays du Golfe persique mérite un traitement particulier parce qu'elle illustre la contradiction fondamentale du système.

Les États-Unis et leurs alliés européens vendent des armes à l'Arabie Saoudite et aux Émirats Arabes Unis en invoquant plusieurs justifications :

- Ce sont des alliés stratégiques dans la région
- Ils contribuent à la stabilité régionale
- Les contrats créent des emplois dans les industries de défense
- Refuser de vendre ne les empêcherait pas de s'armer ailleurs

Ces arguments sont utilisés par Washington, Paris, Londres, Rome, Madrid.

Pendant ce temps, depuis 2015, la coalition saoudienne bombarde le Yémen avec ces mêmes armes. Le Yémen est en 2024 la plus grande catastrophe humanitaire de la planète selon les Nations Unies : **21 millions de personnes** ont besoin d'aide humanitaire, **150 000 morts** dans les combats, des centaines de milliers de décès liés à la famine et aux maladies.

La France a vendu à l'Arabie Saoudite des véhicules blindés Aravis et des canons Caesar — retrouvés sur le front yéménite. Le Royaume-Uni a vendu des bombes à fragmentation. Les États-Unis ont fourni le ravitaillement en vol des avions saoudiens, les renseignements pour cibler, les bombes de précision.

L'Occident ne bombarde pas directement le Yémen. Il sous-traite le bombardement à ses clients. La distinction morale est mince.

Le marché noir comme complément du marché officiel

Le marché noir des armes n'est pas séparé du marché officiel. Il en est le prolongement naturel.

Chaque conflit armé génère un surplus d'armes qui ne retourne pas dans les entrepôts officiels. Des soldats qui désertent emportent leurs armes. Des dépôts sont pillés. Des livraisons sont détournées. Des armes capturées sont revendues.

Ce surplus alimente un marché permanent, mondial, liquide.

Les prix sont connus. Sur les marchés informels des zones de conflit, un AK-47 se négocie entre 300 et 2 000 dollars selon l'état et la région. Un RPG-7 avec roquettes : 500 à 1 500 dollars. Un MANPAD portable : 5 000 à 20 000 dollars.

Ces armes sont tracées par des organisations comme Conflict Armament Research ou Small Arms Survey. Leurs numéros de série permettent de reconstituer les chaînes de transfert — de l'usine à l'arsenal officiel, de l'arsenal au circuit gris, du circuit gris au marché noir, du marché noir au groupe armé qui les utilisera contre qui ? Contre des civils, dans neuf cas sur dix.

La règle non écrite

Il existe dans l'industrie de défense une règle que personne n'énonce publiquement mais que tout le monde comprend.

Les armes d'aujourd'hui sont le marché de remplacement de demain.

Les armes vendues à un allié aujourd'hui finissent parfois entre les mains d'un ennemi demain — ce qui justifie de vendre de nouvelles armes à cet allié pour contrer le nouvel ennemi armé avec les anciennes.

Les États-Unis ont armé les moudjahidines afghans dans les années 1980 contre l'URSS. Ces moudjahidines ont ensuite utilisé ces armes contre les États-Unis — ou leurs successeurs ont fourni les cadres militaires des talibans.

Les États-Unis ont armé Saddam Hussein dans les années 1980, pendant la guerre Iran-Irak. Ils l'ont combattu en 1991 et 2003 avec des armes plus récentes.

Ce n'est pas de l'incompétence stratégique. C'est la fonctionnalité d'un système où la perpétuation du conflit est plus rentable que sa résolution.

L'ennemi d'hier armé par vous devient la justification des budgets de défense d'aujourd'hui.

L'armurier ne choisit pas son camp. Il choisit son chiffre d'affaires.

Chapitre 9 — Trafic humain et organes

La guerre déplace des populations. Des millions de personnes perdent leur maison, leurs papiers, leurs repères, leurs protecteurs. Elles fuient. Elles cherchent un passage. Elles ont besoin d'aide. Dans cet état de vulnérabilité absolue, elles rencontrent parfois des personnes qui proposent cette aide. Ces personnes ne sont pas toujours ce qu'elles prétendent être. La guerre ne crée pas le trafic humain. Elle en démultiplie l'échelle et en garantit l'impunité.

Ce que la guerre fait aux personnes

Avant d'examiner les réseaux, il faut nommer ce qu'ils exploitent.

Une guerre produit des catégories de personnes extrêmement vulnérables :

Les réfugiés — qui ont fui leurs foyers, souvent sans papiers, sans argent, sans réseau dans le pays d'accueil. Ils ont besoin de passer des frontières. Des gens proposent de les aider. Ces gens demandent de l'argent. Puis autre chose.

Les orphelins et les enfants séparés — dont les parents sont morts, disparus, ou ont fui dans une autre direction. Sans adulte protecteur, ils sont exposés à toutes les formes d'exploitation.

Les femmes seules — dont le mari a été tué ou mobilisé, qui doivent assurer la survie de leur famille dans un contexte où l'économie formelle a disparu et où les réseaux criminels sont souvent les seuls à offrir une source de revenus.

Les prisonniers — de guerre, politiques, ou simplement des personnes arrêtées dans la confusion du conflit — dont la détention n'est pas déclarée, dont le sort n'est pas contrôlé, et dont la disparition peut passer inaperçue.

Ces catégories existent en temps de paix. En temps de guerre, elles représentent des dizaines, parfois des centaines de milliers de personnes.

La Yougoslavie — les accusations contre l'UCK

La désintégration de la Yougoslavie dans les années 1990 a produit plusieurs conflits successifs — Slovénie, Croatie, Bosnie, Kosovo — dans lesquels des crimes de guerre ont été commis par toutes les parties.

Le cas du Kosovo est particulier parce que les accusations les plus graves concernent non pas les forces serbes — largement documentées et jugées — mais l'UCK, l'Armée de libération du Kosovo, que les États-Unis et l'Europe ont soutenu et dont les membres ont dirigé le Kosovo après le conflit.

En 2008, Carla Del Ponte, ancienne procureure en chef du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, publie ses mémoires — *La Chasse* — dans lesquels elle décrit des investigations sur des allégations de trafic d'organes.

Selon ces allégations, des prisonniers serbes capturés par l'UCK auraient été transférés en Albanie, où leurs organes auraient été prélevés et vendus sur le marché international de la transplantation. Les organes — reins, foies, cœurs — se vendent à des prix qui varient de 10 000 à 200 000 dollars sur le marché noir international.

Del Ponte affirme que ses investigations se sont heurtées à des obstacles institutionnels — témoins intimidés, preuves disparues, coopération insuffisante des autorités kosovares et albanaises.

En 2010, le Conseil de l'Europe mandate Dick Marty, parlementaire suisse, pour enquêter. Son rapport, publié en décembre 2010, conclut qu'il existe des **“indices sérieux et crédibles”** que des membres de l'UCK se sont livrés au trafic d'organes sur des prisonniers serbes, et que Hashim Thaçi — à l'époque Premier ministre du Kosovo — était impliqué dans ces réseaux.

Thaçi a nié. Il a continué à diriger le Kosovo. Il a été reçu à la Maison Blanche. Il a été l'interlocuteur des négociations de paix supervisées par l'Union européenne.

En 2020, Thaçi a finalement été inculpé par le Tribunal spécial pour le Kosovo — une juridiction créée sous pression internationale — pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, incluant des accusations de meurtre. Il a démissionné de la présidence du Kosovo. Son procès est en cours.

Il a fallu vingt ans.

L'Irak — les disparitions dans le chaos

Après l'invasion de 2003, l'Irak a sombré dans une violence multiforme : insurrection sunnite, milices chiites, intervention de groupes étrangers, criminalité organisée profitant du vide sécuritaire.

Dans ce contexte, des milliers de personnes ont disparu.

Une partie de ces disparitions sont documentées comme des enlèvements sectaires — des sunnites tués par des milices chiites, des chiites tués par l'État islamique, des chrétiens, des Yézidis, des Kurdes.

Une autre partie est moins documentée. Des hommes jeunes et en bonne santé. Des femmes. Des enfants. Disparus dans des circonstances qui ne correspondent pas au profil des violences sectaires.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et plusieurs ONG ont documenté des réseaux de trafic humain opérant depuis l'Irak vers des pays du Golfe, vers l'Europe, vers d'autres destinations. Ces réseaux profitent du vide administratif — plus de registres d'état civil fiables, plus de forces de l'ordre fonctionnelles, plus de contrôle aux frontières.

Le cas des Yézidis après 2014 est le mieux documenté : quand Daech a pris le contrôle du Sinjar, il a organisé la réduction en esclavage de dizaines de milliers de femmes yézidies. Ces femmes ont été vendues dans des marchés — des marchés avec des prix affichés selon l'âge. Documenté. Filmé. Mis en ligne par Daech lui-même, qui revendiquait la théologie esclavagiste.

Le prix d'une fille de moins de neuf ans : 172 dollars. D'une femme entre 20 et 30 ans : 86 dollars.

Ces faits sont connus. Ils ont provoqué une réaction internationale — insuffisante, tardive. Des milliers de femmes yézidies n'ont jamais été retrouvées.

La Libye — la plaque tournante

Depuis l'effondrement de l'État libyen en 2011, la Libye est devenue la principale plaque tournante du trafic humain en Méditerranée.

Ce n'est pas un phénomène spontané. C'est la conséquence directe de la destruction des structures étatiques libyennes par l'intervention de l'OTAN.

Kadhafi, malgré son caractère répressif, maintenait un contrôle sur les frontières sahariennes et un accord avec l'Italie — signé en 2008 — qui limitait les traversées en mer. Après sa mort, les frontières du sud libyen sont devenues incontrôlées. Le Sahara est une des zones les moins surveillées de la planète.

Les réseaux de passeurs se sont organisés rapidement. Ils sont liés aux milices armées qui contrôlent des portions du territoire libyen — les mêmes milices que les gouvernements occidentaux négocient avec elles pour “gérer” les flux migratoires.

En 2017, CNN a diffusé une vidéo tournée en Libye montrant ce qui ressemble à des ventes aux enchères d’êtres humains. Des hommes africains, présentés comme disponibles pour travailler dans des fermes. Vendus pour quelques centaines de dollars.

L’Union européenne a réagi avec indignation. Elle finance depuis des années les garde-côtes libyens pour intercepter les migrants en Méditerranée et les ramener en Libye — où les conditions de détention dans les centres financés par l’Europe ont été décrites par le Haut Commissariat aux réfugiés comme des violations graves des droits humains.

L’Europe finance le retour des victimes vers leurs bourreaux. Légalement. Dans le cadre d’accords officiels. Pour maintenir les chiffres migratoires à un niveau politiquement acceptable.

Le marché des organes

Le trafic d’organes est une réalité documentée, distincte du trafic humain classique mais souvent lié aux mêmes réseaux et aux mêmes zones de vulnérabilité.

Les chiffres de l’Organisation mondiale de la santé : environ **10% des transplantations d’organes dans le monde** proviendraient de sources illi-cites — soit environ 10 000 opérations par an. Ce chiffre est probablement sous-estimé.

La demande est structurelle : il manque dans le monde des centaines de milliers d’organes pour des patients en attente de greffe. Cette pénurie crée un marché. Ce marché crée des chaînes d’approvisionnement.

Ces chaînes fonctionnent de manière optimale dans des zones où : - L'état civil est désorganisé - Les hôpitaux manquent de contrôle - La corruption est structurelle - Les autorités ne cherchent pas

Les guerres créent exactement ces conditions.

Le “tourisme de transplantation” — des patients de pays riches qui voyagent pour recevoir un organe dont la provenance n'est pas vérifiée — est documenté. Israël, confronté à une pénurie structurelle de donneurs pour des raisons religieuses, a connu plusieurs scandales impliquant des organes achetés en Ukraine, en Moldavie, au Kosovo.

La Chine est le cas le plus documenté et le plus contesté. Plusieurs enquêtes — dont celle du tribunal indépendant “China Tribunal” présidé par Sir Geoffrey Nice en 2019 — ont conclu qu'il existait des **“preuves au-delà du doute raisonnable”** que des prisonniers — principalement des pratiquants du Falun Gong et des Ouïghours — ont été tués pour prélèvement d'organes en Chine. Le délai de disponibilité d'un organe en Chine — quelques jours pour un foie ou un rein compatible — est incompatible avec un système de donneurs volontaires, où l'attente se compte en mois ou en années.

Ce que tout cela a en commun

Ces situations — Kosovo, Irak, Libye, Chine — semblent disparates. Des contextes différents, des acteurs différents, des mécanismes différents.

Elles ont en commun : **l'impunité.**

Le trafic humain à grande échelle nécessite une chose que la guerre fournit mieux que n'importe quelle autre condition : l'absence de regard.

Pas l'absence totale — certains voient, certains savent. Mais l'absence de regard institutionnel, judiciaire, médiatique soutenu. La guerre mobilise l'attention sur les combats, sur les chiffres militaires, sur les déclarations

politiques. Ce qui se passe dans les marges — dans les centres de détention improvisés, dans les convois de réfugiés, dans les hôpitaux sans contrôle — reste dans l'ombre.

Et dans cette ombre, des chaînes de valeur s'organisent. Des personnes deviennent des marchandises. Des corps deviennent des ressources.

Ce n'est pas un sous-produit accidentel de la guerre. C'est l'exploitation systématique d'une condition que la guerre crée et maintient.

La valeur marchande d'un être humain augmente quand l'État qui le protégeait a disparu.

Chapitre 10 — Le blanchiment par la reconstruction

L'argent sale a un problème : il ne peut pas être dépensé normalement. Il laisse des traces. Il pose des questions. Pour entrer dans l'économie légale, il doit passer par une transformation — il doit devenir de l'argent propre. Cette transformation s'appelle le blanchiment. Les zones de guerre sont les machines à blanchir les plus efficaces jamais inventées, parce qu'elles combinent ce dont le blanchiment a besoin : des flux de cash énormes, une absence de contrôle, et des justifications légales prêtes à l'emploi.

La mécanique du blanchiment en temps normal

Pour comprendre pourquoi la guerre est un terrain de blanchiment idéal, il faut d'abord comprendre ce que le blanchiment nécessite en temps normal.

Le blanchiment classique fonctionne en trois étapes.

Le placement — introduire l'argent sale dans le circuit financier. C'est l'étape la plus risquée. Des espèces en grande quantité attirent l'attention. Les banques sont obligées de signaler les transactions suspectes. Les douanes vérifient les flux transfrontaliers.

L'empilement — multiplier les transactions pour brouiller les traces. L'argent passe par plusieurs pays, plusieurs comptes, plusieurs entreprises-écrans. Chaque couche rend la traçabilité plus difficile.

L'intégration — réinjecter l'argent dans l'économie légale sous une forme apparemment légitime : une entreprise, un bien immobilier, un investissement.

Chaque étape a des points de friction — des banques qui contrôlent, des régulateurs qui surveillent, des journalistes qui enquêtent, des fiscs qui croisent les données.

La guerre supprime la plupart de ces points de friction.

Ce que la guerre offre au blanchisseur

Une zone de guerre offre au blanchiment cinq conditions que le monde normal n'offre pas.

Des flux de cash légitimes et énormes. Des milliards de dollars circulent dans une zone de guerre — paiements militaires, contrats humanitaires, financements de reconstruction, salaires de forces locales. Un flux de cash supplémentaire — même important — se noie dans cette masse. Qui va remarquer 50 millions de dollars dans un contexte où des milliards circulent ?

L'absence de système bancaire formel. Quand les banques sont détruites ou fermées, les transactions se font en cash. Le cash ne laisse pas de traces électroniques. Il ne passe pas par des systèmes de surveillance financière automatisés. Il est invisible.

Des sociétés-écrans faciles à créer. Dans des pays dont le droit commercial a été suspendu ou reconfiguré — comme l'Irak post-Bremer — créer une société prend quelques jours et quelques centaines de dollars. Ces sociétés peuvent facturer des services inexistantes, recevoir des paiements, et disparaître.

Des contrats non auditables. Qui audite les contrats en zone de guerre ? Théoriquement, des inspecteurs généraux, des agences gouvernementales. En pratique, leurs rapports documentent des failles béantes — et leurs recommandations ne sont pas suivies. Le SIGIR (inspecteur général pour

l'Irak) a documenté **8,7 milliards de dollars** de fonds irakiens remis aux autorités américaines après 2003 dont la destination est inconnue ou non documentée.

L'immunité diplomatique et militaire. Les contractants opèrent souvent sous statut d'immunité — l'Ordre 17 de Bremer en Irak a accordé une immunité totale à tous les contractants étrangers. Immunité civile et pénale. Intouchables par le système judiciaire irakien.

Le cash irakien — huit milliards qui disparaissent

En 2003-2004, le Fonds de développement pour l'Irak (DFI) a reçu des milliards de dollars de revenus pétroliers irakiens. Ces fonds étaient censés financer la reconstruction. Ils étaient administrés par l'Autorité provisoire de la coalition.

En 2005, le SIGIR et la Banque fédérale de réserve de New York ont commencé à retracer ces fonds. Conclusion : **8,7 milliards de dollars** ont été distribués à des ministères irakiens et à des contractants sans documentation comptable adéquate. Une partie de cet argent ne peut pas être tracée. Il a simplement disparu.

Ces 8,7 milliards représentent de l'argent irakien — le pétrole du peuple irakien. Disparu dans les comptes de qui ? Dans les poches de qui ? Le rapport ne peut pas répondre, faute de documents.

L'enquête criminelle ouverte par le FBI sur certaines de ces disparitions a abouti à quelques condamnations mineures — des fonctionnaires corrompus, des contractants frauduleux à petite échelle. Personne dans les hautes sphères de la CPA n'a été poursuivi.

Les sociétés-écrans dans les zones de non-droit

Le blanchiment de guerre utilise une infrastructure juridique qui existe dans les espaces entre les États.

Les îles Caïmans, le Luxembourg, les îles Vierges britanniques, le Delaware américain — ces juridictions offrent en temps de paix ce que la guerre offre dans les zones de conflit : confidentialité, absence de contrôle réel, facilité de création de structures opaques.

Mais la guerre ajoute quelque chose que ces paradis fiscaux n’offrent pas : la justification narrative. Une société enregistrée aux Caïmans qui reçoit des paiements sans activité identifiable déclenche des questions. Une société de “services logistiques en Irak” qui reçoit des paiements dans un contexte de guerre déclenche beaucoup moins de questions — tout le monde sait que la guerre est chaotique, que les besoins sont urgents, que les procédures normales ne s’appliquent pas.

La narration de guerre est en elle-même un instrument de blanchiment.

Qui audite les contrats en zone de guerre ?

La réponse courte : personne de manière efficace.

La réponse longue : des agences existent — SIGIR pour l’Irak, SIGAR pour l’Afghanistan, les inspecteurs généraux des différents départements — qui produisent des rapports. Ces rapports documentent des problèmes. Ces rapports ne sont généralement pas suivis d’effets.

Quelques chiffres qui illustrent l’échelle du problème :

Afghanistan : le SIGAR a publié des centaines de rapports sur vingt ans. Il a identifié des projets fantômes — des écoles construites sur le papier et inexistantes sur le terrain, des unités de police formées dont les membres

n'existaient pas (les "soldats fantômes"), des équipements livrés qui ont été revendus sur le marché local. Montant total estimé de fonds mal utilisés, gaspillés ou détournés : **des dizaines de milliards de dollars.**

Irak : au-delà des 8,7 milliards de cash non tracé, le SIGIR a documenté des projets de reconstruction où les entrepreneurs avaient été payés pour un travail non effectué ou de mauvaise qualité — des hôpitaux sans eau courante, des écoles sans fenêtres en zone désertique, des générateurs électriques livrés sans les pièces de rechange nécessaires à leur fonctionnement.

Dans un cas documenté, un entrepreneur avait facturé et encaissé le paiement pour 4 500 pistoles de peinture. L'inspection a révélé que les murs n'avaient pas été peints.

C'est trivial comparé aux milliards. Mais c'est représentatif d'une culture où personne ne vérifie, personne n'est responsable, et l'argent public est traité comme une ressource illimitée dont la disparition ne dérange personne.

Le blanchiment par la fondation humanitaire

Il existe une forme de blanchiment de guerre plus sophistiquée, opérant dans la légalité apparente.

Des fondations humanitaires, des ONG, des organisations de développement reçoivent des financements publics et privés pour opérer dans les zones de conflit. Certaines font un travail authentique et vital. D'autres sont des structures de blanchiment.

Le mécanisme : une fondation reçoit des dons — dont une partie provient de sources douteuses. Elle opère dans une zone de guerre — où ses dépenses ne peuvent pas être vérifiées de l'extérieur. Elle produit des rapports sur ses activités — qui ne peuvent pas être contrôlés sur le terrain. Elle reverse à ses dirigeants des salaires, des frais, des commissions.

L'argent sale entre comme don. L'argent propre sort comme salaire ou comme remboursement de frais.

Ce mécanisme n'est pas une spéculation. Des cas documentés existent — aux États-Unis, en Europe, impliquant des fondations opérant en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Syrie. Les poursuites judiciaires sont rares : les juridictions compétentes sont multiples, les preuves sont dispersées dans plusieurs pays, et les accusés ont souvent des connexions qui rendent les poursuites politiquement délicates.

La conclusion comptable

Le blanchiment par la guerre n'est pas marginal. Il est structurel.

Des dizaines de milliards de dollars — argent public, argent de trafics, argent de corruption — ont été lavés dans les cycles de destruction et reconstruction des dernières décennies.

Cet argent est quelque part. Dans des propriétés immobilières à Dubai, à Londres, à Miami. Dans des comptes dans des juridictions opaques. Dans des portefeuilles d'investissement de sociétés qui ont un nom propre et une adresse déclarée, mais dont les propriétaires ultimes sont impossibles à identifier.

La guerre ne détruit pas seulement des pays. Elle redistribue des richesses — des pays dévastés vers les réseaux qui savent opérer dans le chaos.

Cette redistribution est rarement nommée pour ce qu'elle est. Elle est cachée derrière des termes neutres : “irrégularités comptables”, “fonds non tracés”, “dépenses hors cadre”.

Le mot correct est : vol.

Organisé. À grande échelle. Et parfaitement légal dans les zones où personne n'est responsable de rien.

Chapitre 11 — L'East India Company — le modèle fondateur

Avant Halliburton, avant Blackwater, avant les contractants privés de l'ère moderne, il y avait la Compagnie des Indes orientales. Une entreprise privée avec sa propre armée, sa propre marine, son propre système fiscal, ses propres prisons, son propre droit. Elle a gouverné des centaines de millions de personnes pendant deux siècles au nom de ses actionnaires. Tout ce qui a suivi n'est que perfectionnement de ce modèle.

La création

Le 31 décembre 1600, la reine Elizabeth I d'Angleterre accorde une charte royale à une compagnie de marchands londoniens. La charte leur donne le monopole du commerce avec les Indes orientales pour quinze ans.

La Compagnie des Indes orientales — East India Company, EIC — est née.

À sa fondation, c'est une entreprise commerciale comme d'autres : elle envoie des navires, achète des épices, revend en Angleterre, distribue des profits à ses actionnaires. Le premier voyage, en 1601, rapporte 300% de profit.

Les actionnaires sont satisfaits.

Au cours du XVIIe siècle, la Compagnie installe des comptoirs — des *factories* — sur les côtes indiennes. Surat d'abord. Puis Madras, Bombay, Calcutta. Ces comptoirs sont des enclaves commerciales. Elles ont besoin d'être protégées. La Compagnie lève des soldats. D'abord quelques centaines. Puis des milliers. Puis des dizaines de milliers.

Le passage du comptoir commercial à la puissance territoriale ne se fait pas d'un coup. Il se fait par accumulation — chaque crise locale justifie un peu plus de soldats, chaque expansion territoriale crée de nouvelles frontières à défendre, chaque nouveau territoire génère de nouvelles ressources pour financer la prochaine expansion.

En 1757, Robert Clive remporte la bataille de Plassey contre le Nawab du Bengale et ses alliés français. C'est le tournant. La Compagnie n'est plus un acteur commercial avec une capacité militaire de défense. Elle est une puissance conquérante.

L'entreprise qui a gouverné un continent

À son apogée, dans la première moitié du XIXe siècle, la East India Company :

- Contrôle directement ou indirectement la majorité du sous-continent indien
- Gouverne **200 millions de personnes** — soit environ un cinquième de la population mondiale de l'époque
- Dispose d'une armée de **250 000 soldats** — deux fois la taille de l'armée britannique régulière
- Lève des impôts sur les populations qu'elle gouverne
- Administre la justice, bat monnaie, conduit des négociations diplomatiques
- Détient le monopole du commerce de l'opium

Elle est simultanément une entreprise cotée à la Bourse de Londres et un État souverain.

Ses actionnaires reçoivent des dividendes. Ses dirigeants accumulent des fortunes personnelles colossales. Robert Clive lui-même est revenu d'Inde avec l'équivalent de plusieurs centaines de millions de livres sterling modernes.

La Compagnie ne fonctionnait pas comme un État qui cherche à servir ses citoyens. Elle fonctionnait comme une entreprise qui cherche à maximiser le retour sur investissement de ses actionnaires. Chaque décision administrative, fiscale, militaire était prise avec cet objectif.

La fiscalité comme extraction

L'instrument central de l'accumulation n'était pas le commerce. C'était la fiscalité.

Après la conquête du Bengale en 1757, la Compagnie a hérité du système fiscal moghol — un système d'imposition des terres et des productions agricoles. Elle l'a maintenu, l'a intensifié, et l'a orienté vers l'extraction plutôt que vers la prestation de services.

Le mécanisme concret : les paysans bengalis produisaient du riz, du coton, de l'indigo. La Compagnie les imposait en espèces — pas en nature. Pour payer leurs impôts en argent, les paysans devaient vendre leurs productions. Les acheteurs disponibles étaient les agents de la Compagnie, qui fixaient les prix. Les paysans n'avaient pas d'alternative.

L'impôt prélevé servait à acheter des marchandises indiennes — textiles, indigo, épices. Ces marchandises étaient envoyées en Angleterre et vendues. Les profits allaient aux actionnaires londoniens.

Les impôts indiens finançaient les achats indiens qui généraient les profits anglais.

La population indienne ne recevait rien en échange — ni infrastructure significative, ni justice équitable, ni protection. Elle payait pour être exploitée.

En 1769-1770, la Grande Famine du Bengale a tué entre dix et vingt millions de personnes — peut-être un tiers de la population bengalie. La famine s'est produite en partie parce que la Compagnie avait imposé des cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières, et en partie parce qu'elle avait maintenu ou augmenté ses prélèvements fiscaux pendant la famine.

Elle a réalisé ses profits record cette année-là.

L'opium — le produit parfait

La East India Company a trouvé le produit commercial parfait : l'opium.

Le pavot poussait dans les plaines du Bengale et de l'Inde centrale. La Compagnie a organisé sa culture — en imposant aux paysans de consacrer une partie de leurs terres au pavot, en fixant les prix d'achat, en contrôlant la production et la distribution.

L'opium produit en Inde était vendu en Chine.

La Chine avait interdit l'importation d'opium. L'Empereur avait constaté les ravages de la drogue sur la population. La Compagnie avait trouvé la solution : des navires rapides, des agents corrompus dans les ports chinois, et une organisation logistique sophistiquée pour contourner les contrôles.

Ce trafic de drogue était organisé par une entreprise officielle de la Couronne britannique. Connu des autorités britanniques. Toléré. Encouragé.

Quand l'Empereur de Chine a voulu mettre un terme au trafic — en 1839, en saisissant et détruisant 20 000 caisses d'opium appartenant à des marchands britanniques — le gouvernement britannique a déclaré la guerre.

Les **Guerres de l'Opium** (1839-1842 et 1856-1860) sont parmi les conflits les plus cyniques de l'histoire moderne : une puissance impériale fait la guerre à un État souverain pour le forcer à accepter l'importation de drogue sur son territoire.

La Chine a perdu. Elle a été forcée de signer des traités inégaux, d'ouvrir ses ports au commerce britannique, de céder Hong Kong, de légaliser l'opium. Elle a été humiliée — une humiliation que la culture politique chinoise n'a pas oubliée et qui structure encore aujourd'hui les relations sino-occidentales.

L'armée privée — Blackwater avant l'heure

L'armée de la East India Company mérite une attention particulière parce qu'elle préfigure exactement ce que Blackwater et ses successeurs ont tenté de recréer.

Cette armée était composée principalement de soldats indiens — les *sepoys* — encadrés par des officiers britanniques. Elle était plus grande que l'armée régulière britannique. Elle opérait sous les ordres non pas du Parlement ou du Roi, mais du Conseil d'administration de la Compagnie.

Ses soldats ne défendaient pas la nation britannique. Ils défendaient les intérêts commerciaux de la Compagnie — ses routes commerciales, ses entrepôts, ses comptoirs, ses monopoles.

En cas de conflit entre les intérêts commerciaux de la Compagnie et ceux des populations locales, il n'y avait pas de doute sur le camp que l'armée défendait.

La rébellion des Cipayes en 1857 — l'une des plus grandes insurrections contre la domination britannique — a été en partie déclenchée par des violations de pratiques religieuses dans le recrutement et l'équipement des soldats indiens. La répression a été féroce. Des villages ont été rasés. Des milliers de personnes ont été exécutées.

Après 1857, le gouvernement britannique a dissous la East India Company et pris le contrôle direct de l'Inde. Mais il a maintenu le principe : une administration coloniale au service d'intérêts économiques métropolitains, soutenue par une force militaire.

Ce que la Compagnie a inventé

La East India Company n'a pas seulement conquis un territoire. Elle a inventé des instruments qui continuent de fonctionner aujourd'hui.

La dette comme outil de contrôle. Les princes indiens qui voulaient s'allier à la Compagnie plutôt que la combattre recevaient des prêts. Ces prêts créaient une dépendance. Les princes endettés ne pouvaient pas se permettre de se retourner contre leur créancier. La dette précédait souvent la conquête militaire — elle la rendait inutile.

Le dividende garanti par la force publique. Les profits de la Compagnie n'étaient pas le résultat de l'ingéniosité commerciale ou de l'efficacité productive. Ils étaient le résultat de la violence organisée — la capacité à imposer des conditions commerciales par la force. Le dividende versé à l'actionnaire londonien avait pour contrepartie la souffrance du paysan bengali.

La corporation comme acteur géopolitique. La Compagnie négociait des traités, déclarait des guerres, annexait des territoires. Elle agissait comme un État tout en restant une entreprise privée avec des actionnaires. Cette

hybridation — corporation/État — est ce que les multinationales contemporaines cherchent à reproduire, de manière moins visible mais selon la même logique.

La privatisation de la souveraineté. La souveraineté — le droit de gouverner, de lever l'impôt, d'exercer la justice — est en principe un attribut de l'État. La Compagnie a montré qu'elle pouvait être privatisée. Que des actionnaires pouvaient gouverner des populations sans leur consentement et sans leur rendre de comptes. C'est le précédent absolu.

L'héritage

La East India Company a été dissoute en 1874. Mais ses structures — les routes commerciales, les réseaux bancaires, les habitudes d'extraction — ont survécu dans l'Empire britannique qui l'a remplacée.

Et ses principes ont survécu à l'Empire britannique lui-même.

Quand Halliburton extrait des revenus pétroliers irakiens via des contrats sans appel d'offres, elle répète la logique de la Compagnie.

Quand Blackwater déploie une armée privée sans responsabilité devant un parlement, elle répète la logique de la Compagnie.

Quand le FMI impose des conditions d'ouverture économique à des pays dévastés, il répète la logique de la Compagnie — la dette comme précédent à l'ouverture forcée des marchés.

Les outils ont changé. Les avocats ont remplacé les mousquets dans bien des cas. Les contrats ont remplacé les chartes royales. Les fonds d'investissement ont remplacé les actionnaires de la City of London du XVIIe siècle.

La logique est identique : extraire la richesse des périphéries vers les centres, en utilisant la violence — militaire, financière, juridique — pour imposer les conditions de cette extraction.

La East India Company n'a pas disparu. Elle a changé de costume.

Chapitre 11b — Les Guerres de l’Opium — forcer un marché à la pointe du fusil

En 1839, la plus grande puissance militaire du monde a déclaré la guerre à la Chine pour une raison unique : le droit de vendre de la drogue. Pas le droit à la liberté de commerce en général. Pas un conflit territorial. Pas un différend diplomatique. Le droit explicite d’importer de l’opium dans un pays qui l’avait interdit pour protéger sa population. C’est le cas le plus pur de la guerre comme instrument commercial qui ait jamais existé.

La Chine avant l’opium

Au début du XIXe siècle, la Chine est la plus grande économie du monde. Elle représente environ 30% du PIB mondial — plus que l’Europe entière. Elle produit des soieries, des porcelaines, du thé que l’Europe désire. Elle n’a besoin de presque rien que l’Europe produit.

C’est le problème des marchands britanniques.

Pour acheter du thé chinois — dont la consommation en Angleterre est devenue massive au XVIIIe siècle — les Britanniques doivent payer en argent. L’argent sort d’Angleterre vers la Chine. La balance commerciale est défavorable. La Compagnie des Indes orientales cherche un produit que la Chine accepterait d’acheter pour rééquilibrer les échanges.

Elle trouve l’opium.

L’opium est produit au Bengale, sous contrôle de la Compagnie. Il est fumé en Chine depuis le XVIIe siècle, mais en quantités limitées. La Compagnie va industrialiser ce commerce.

La montée en puissance

En 1729, l'Empereur Yongzheng interdit la vente d'opium sauf à usage médical. La Compagnie ignore l'interdiction.

En 1796, l'Empereur Jiaqing interdit l'importation d'opium. La Compagnie contourne l'interdiction via des navires intermédiaires et des agents corrompus dans les ports.

Les importations d'opium en Chine explosent : environ 200 coffres par an en 1729, **40 000 coffres en 1838**. Un coffre contient environ 65 kilogrammes d'opium.

L'effet sur la population chinoise est catastrophique. Des millions de personnes deviennent dépendantes. Des fonctionnaires, des soldats, des eunuques de la cour impériale — l'opium traverse toutes les couches de la société. La productivité s'effondre. L'argent chinois — les lingots d'argent — repart vers l'Inde pour payer la drogue. La balance commerciale s'est inversée : désormais c'est la Chine qui perd son argent.

L'Empire du Milieu est en train d'être drogué méthodiquement pour rééquilibrer la balance commerciale britannique.

Lin Zexu — l'homme qui a essayé

En 1838, l'Empereur Daoguang nomme Lin Zexu commissaire impérial avec mission d'éradiquer le trafic d'opium. Lin Zexu est un fonctionnaire remarquable — cultivé, intègre, déterminé.

Il commence par une lettre à la reine Victoria. Une lettre extraordinaire, d'une dignité et d'une lucidité saisissantes :

“Nous avons entendu dire que dans votre propre pays, l’opium est interdit avec la sévérité la plus stricte et la peine la plus sévère. Cela montre que vous savez bien à quel point l’opium est nuisible. Mais comme vous ne voulez pas que ses dommages se produisent dans votre propre pays, il serait encore moins juste de vous permettre de faire du mal à d’autres pays.”

La lettre n’a jamais reçu de réponse officielle.

Lin Zexu fait ensuite ce qu’il a annoncé. En juin 1839, il confisque et détruit **20 283 caisses d’opium** appartenant à des marchands britanniques — soit environ 1 200 tonnes de drogue. Il fait mélanger l’opium avec du sel et de la chaux, et jeter le mélange à la mer.

Valeur marchande : plusieurs millions de livres sterling.

Les marchands britanniques réclament une compensation au gouvernement de Londres.

La décision de faire la guerre

À Londres, le débat est vif. Des voix s’élèvent pour condamner le commerce de l’opium — dont William Ewart Gladstone, futur Premier ministre, qui déclare au Parlement que c’est “une guerre plus injuste dans son origine, une guerre plus calculée dans sa progression pour couvrir ce pays d’une honte permanente” qu’il n’en a jamais vu.

Le gouvernement de Lord Palmerston tranche : la guerre.

Le prétexte officiel n’est pas l’opium. C’est l’“offense faite aux citoyens britanniques” et la “violation des droits commerciaux”. La rhétorique est celle du libre-échange — la Chine empêche le commerce libre, l’Angleterre défend la liberté des marchés.

La liberté en question est celle de vendre de la drogue à un peuple qui n’en veut pas.

La flotte britannique arrive en Chine en 1840. La disproportion militaire est totale — canonnières à vapeur contre jonques en bois, fusils à silex contre artillerie moderne. La Chine est défaite en quelques mois.

Les traités inégaux — l'architecture de la humiliation

Le Traité de Nankin, signé en 1842, inaugure ce que la Chine appelle encore aujourd'hui le "siècle d'humiliation".

Ses termes : - La Chine cède Hong Kong à la Grande-Bretagne - Elle ouvre cinq ports au commerce britannique : Canton, Shanghai, Fuzhou, Ningbo, Amoy - Elle verse une indemnité de 21 millions de dollars mexicains — dont 6 millions pour compenser la destruction de l'opium de Lin Zexu - Elle accorde aux Britanniques l'extraterritorialité : les Britanniques en Chine ne sont pas soumis à la loi chinoise

L'opium n'est pas mentionné dans le traité. Il n'en a pas besoin — le commerce reprend de facto, plus massif que jamais.

La Deuxième Guerre de l'Opium (1856-1860) est déclenchée sur un autre prétexte — l'arraisonnement d'un navire battant pavillon britannique, l'Arrow. La France s'y joint, cherchant ses propres avantages commerciaux. Pékin est prise. Le Palais d'Été — l'une des plus belles constructions de l'histoire humaine, un ensemble de jardins et de palais impériaux — est pillé puis brûlé par les troupes franco-britanniques.

Le Traité de Pékin de 1860 légalise officiellement le commerce de l'opium en Chine. Ce que la Compagnie faisait clandestinement depuis des décennies devient légal par traité imposé par la force.

Les chiffres de la dépendance

À l'apogée du commerce de l'opium, dans les années 1880-1890 :

- La Chine importe environ **6 500 tonnes d'opium par an**

- On estime que **10 à 15% de la population adulte masculine chinoise** est dépendante à l’opium
- Les revenus de l’opium représentent **jusqu’à 20% des recettes fiscales** de l’Empire des Indes britanniques

L’économie coloniale britannique en Inde était partiellement financée par la vente de drogue à la Chine. L’argent chinois — dépensé pour acheter une substance qui détruisait la société chinoise — finançait l’administration coloniale britannique.

C’est une boucle économique d’une perversité absolue.

La mémoire longue

Les Guerres de l’Opium ont pris fin. L’Empire britannique a disparu. Hong Kong a été rétrocédée à la Chine en 1997.

Mais la mémoire dure.

Le “siècle d’humiliation” — de la Première Guerre de l’Opium en 1839 aux guerres civiles et à l’invasion japonaise, jusqu’à la fondation de la République populaire en 1949 — est un élément central de l’identité nationale chinoise contemporaine. Il est enseigné dans les écoles. Il est invoqué par les dirigeants. Il structure la méfiance viscérale envers les puissances occidentales.

Quand la Chine refuse des leçons de démocratie ou de droits humains de la part d’Occidentaux, elle pense — même sans le dire — à Lin Zexu et à ses 20 000 caisses d’opium détruites. Elle pense au Palais d’Été en flammes. Elle pense aux traités signés sous la menace des canons.

Cette mémoire n’excuse pas les violations actuelles des droits humains en Chine. Mais elle explique pourquoi la rhétorique occidentale sur les “valeurs universelles” résonne si faux à Pékin.

Les valeurs universelles ont été introduites en Chine à la pointe d'un fusil pour défendre le droit de vendre de la drogue.

Le précédent établi

Les Guerres de l'Opium ont établi un précédent que les siècles suivants n'ont fait que reproduire sous d'autres formes.

La forme ancienne : une flotte de guerre force l'ouverture d'un marché.

La forme moderne : des sanctions économiques, des conditionnalités du FMI, des accords de libre-échange imposés sous menace d'exclusion du système financier international.

Le mécanisme est le même : une puissance économiquement dominante impose ses conditions commerciales à une puissance plus faible qui n'a pas les moyens de refuser.

La violence a changé de nature. Elle est devenue financière plutôt que militaire dans bien des cas. Elle est moins visible. Elle est plus difficile à nommer.

Mais Lin Zexu avait raison en 1839 : si une substance est interdite dans votre propre pays parce qu'elle nuit à votre peuple, quel droit avez-vous de la vendre au peuple d'un autre pays ?

La question reste posée. Elle n'a pas reçu de réponse.

Elle ne recevra jamais de réponse satisfaisante, parce que la réponse honnête serait : aucun droit. Nous l'avons fait parce que nous en avons la puissance. C'est tout.

Chapitre 12 — L'empire britannique — L'industrialisation du pillage

L'empire britannique est souvent présenté comme une entreprise de civilisation — la diffusion du droit, de la langue, des institutions, des chemins de fer. Cette présentation a l'avantage d'être partiellement vraie, ce qui lui permet de masquer ce qui l'est entièrement : l'empire était une machine d'extraction de richesses à l'échelle industrielle. Les chemins de fer transportaient les ressources vers les ports. Les institutions administraient l'extraction. La langue permettait de commander les populations locales. La civilisation était le conditionnement. Le pillage était le but.

L'échelle

À son apogée, dans les années 1920, l'empire britannique couvre **24% de la surface terrestre du globe** et gouverne **458 millions de personnes** — environ un quart de l'humanité.

Il s'étend sur tous les continents : l'Inde et la Birmanie en Asie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande dans le Pacifique, le Canada en Amérique du Nord, une large partie de l'Afrique subsaharienne, l'Égypte et la Palestine au Moyen-Orient, des dizaines d'îles dans tous les océans.

Aucune entité politique dans l'histoire humaine n'a jamais contrôlé une telle proportion de la planète.

Cette échelle n'est pas mentionnée pour impressionner. Elle est mentionnée parce que l'extraction de richesses à cette échelle — maintenue pendant deux siècles — a des effets sur la distribution mondiale des richesses qui sont encore visibles aujourd'hui.

Les flux — ce qui partait, ce qui n'arrivait pas

L'économie coloniale britannique fonctionnait selon un principe simple : les matières premières partaient des colonies vers la métropole. Les produits manufacturés revenaient des usines britanniques vers les colonies. Les deux flux bénéficiaient aux Britanniques. Aucun ne bénéficiait vraiment aux populations colonisées.

Le coton indien. L'Inde produisait du coton depuis des millénaires. Elle produisait aussi des textiles — des mousselines, des calicots, des toiles que l'Europe admirait et importait. Quand l'industrie textile britannique s'est mécanisée au XVIIIe siècle, elle ne pouvait pas concurrencer les artisans indiens sur le marché indien.

La solution : imposer des droits de douane sur les textiles indiens importés en Grande-Bretagne (parfois jusqu'à 80%), et interdire ou taxer lourdement les textiles locaux en Inde pour permettre aux tissus britanniques d'y être vendus. Les tisserands indiens — qui étaient parmi les artisans les plus habiles du monde — ont été ruinés. Le Bangladesh, autrefois exportateur de mousselines de réputation mondiale, est devenu importateur de cotonnades britanniques médiocres.

Le thé. La Compagnie des Indes et puis l'Empire ont développé des plantations de thé dans les montagnes du Darjeeling et d'Assam pour concurrencer le thé chinois. Des travailleurs — souvent des populations tribales — ont été recrutés dans des conditions proches du travail forcé pour travailler dans ces plantations. Le thé partait vers l'Angleterre. Les profits restaient à Londres.

L'or et les diamants d'Afrique du Sud. La découverte d'or dans le Witwatersrand en 1886 et de diamants à Kimberley a déclenché une ruée qui a abouti à la guerre des Boers (1899-1902). Les Britanniques ont combattu les colons boers — d'origine néerlandaise — pour le contrôle de ces

ressources. Ils ont inventé les camps de concentration pour y interner les civils boers. Des dizaines de milliers de femmes et d'enfants boers y sont morts. La victoire a assuré le contrôle britannique sur les mines.

Cecil Rhodes — dont le nom orne encore des bourses d'études à Oxford — a construit sa fortune et sa carrière politique sur l'exploitation des mines sud-africaines, avec des pratiques envers les travailleurs noirs qui relèvent du travail forcé.

Le calcul d'Utsa Patnaik

En 2018, l'économiste indienne Utsa Patnaik, professeure à l'Université Jawaharlal Nehru, a publié une estimation du montant total extrait de l'Inde par la Grande-Bretagne pendant la période coloniale.

Sa méthode : retracer les flux commerciaux, les prélèvements fiscaux, les transferts forcés, en les convertissant en valeurs actuelles.

Son résultat : **45 000 milliards de dollars** — soit 45 trillions — extraits de l'Inde entre 1765 et 1938.

Ce chiffre est contesté dans ses détails méthodologiques. Il est difficile à contester dans sa logique générale : pendant cent soixante-dix ans, la richesse produite en Inde a été transférée vers la Grande-Bretagne de manière systématique, à travers des mécanismes fiscaux, commerciaux et financiers soigneusement construits.

Pour mettre ce chiffre en perspective : le PIB mondial actuel est d'environ 100 000 milliards de dollars. L'Inde coloniale a subi une extraction équivalente à presque la moitié du PIB mondial contemporain — sur cent soixante-dix ans, mais à des niveaux de productivité infiniment plus bas.

Quand l'Inde a accédé à l'indépendance en 1947, elle était l'une des économies les plus pauvres du monde. En 1700 — avant la colonisation — elle représentait environ 25% du PIB mondial.

La colonisation n'a pas "retardé" le développement indien. Elle a activement appauvri un pays riche.

La famine comme instrument de politique

L'empire britannique a présidé à une série de famines en Inde dont l'ampleur dépasse celle de toutes les catastrophes naturelles de l'histoire moderne.

Entre 1876 et 1879 — la Grande Famine — environ **6 à 10 millions de personnes** meurent dans le Deccan et l'Inde du Sud. Les récoltes ont partiellement échoué. Mais l'Inde exporte des céréales vers la Grande-Bretagne pendant la famine. Les greniers existent. La nourriture existe. Elle est exportée parce que les prix sur le marché britannique sont meilleurs que la vie des paysans indiens.

Le vice-roi Lord Lytton refuse d'organiser des secours publics significatifs — au nom des principes du libre-marché de l'économiste Adam Smith. Il augmente les impôts pendant la famine.

Entre 1899 et 1900 — la famine de 1899 — **un million de morts**.

La famine du Bengale de 1943 — la dernière grande famine coloniale — tue **2 à 3 millions de personnes** pendant la Seconde Guerre mondiale. Winston Churchill refuse d'envoyer de la nourriture depuis l'Australie ou les États-Unis. Il détourne des navires de ravitaillement vers l'Europe. Il déclare que les Indiens se reproduisent "comme des lapins" et sont eux-mêmes responsables de leur situation.

Ces famines ne sont pas des accidents naturels. Ce sont les conséquences de politiques économiques délibérées — l'exportation des ressources alimentaires, le maintien des impôts, le refus des secours — appliquées à des populations qui n'avaient pas les moyens de résister.

L'historien Mike Davis les appelle les “holocaustes victoriens tardifs” dans son livre du même nom.

La City de Londres — le cerveau financier

L'empire militaire avait un cerveau financier : la City of London.

La City — le kilomètre carré de Londres où se concentrent les banques, les assurances, les courtiers — a organisé le financement de l'empire. Elle a structuré les prêts aux colonies, géré les flux de capitaux, assuré les cargaisons, arbitré les contrats commerciaux.

Et elle a fait quelque chose de plus subtil : elle a créé les instruments financiers qui permettaient à l'extraction coloniale de fonctionner à grande échelle. Les obligations coloniales — émises par les gouvernements coloniaux, remboursées par les impôts prélevés sur les populations locales, achetées par les investisseurs londoniens — sont le précédent direct des obligations souveraines des pays en développement contemporains.

Le mécanisme : un gouvernement colonial emprunte sur les marchés londoniens pour financer une infrastructure — un chemin de fer, un port, une route. L'infrastructure facilite l'extraction des ressources. L'emprunt est remboursé par les impôts prélevés sur la population locale. Les intérêts vont aux investisseurs londoniens. La population locale paie pour la construction d'une infrastructure qui sert à exporter ses propres ressources.

Ce mécanisme est identique à celui du FMI aujourd'hui. Les acteurs ont changé. La logique est la même.

La City de Londres a survécu à l'empire. Après 1945, après la décolonisation, elle a maintenu ses réseaux — avec les anciennes colonies devenues États indépendants, mais toujours dépendants des marchés financiers londoniens pour leurs emprunts. Le Commonwealth est en partie un réseau de clientèle financière hérité de l'empire.

La violence culturelle

L'extraction économique de l'empire s'accompagnait d'une violence d'un autre ordre : la destruction des cultures, des savoirs, des identités.

Lord Macaulay, dans sa célèbre “Minute sur l'éducation indienne” de 1835, écrit qu'un seul rayon de la bibliothèque européenne vaut la totalité de la littérature indienne et arabe, et qu'il faut créer “une classe de personnes indiennes de sang et de couleur, mais anglaises de goûts, d'opinions, de morale et d'intellect”.

Cette politique a été appliquée. Les écoles britanniques en Inde enseignaient en anglais, sur des programmes britanniques, avec des valeurs britanniques. Les élites locales formées dans ce système apprenaient à se voir elles-mêmes par les yeux de leurs colonisateurs.

Frantz Fanon, psychiatre martiniquais, a théorisé ce phénomène dans *Les Damnés de la Terre* (1961) : la colonisation n'est pas seulement économique. Elle est psychologique. Elle installe dans l'esprit du colonisé la conviction de son infériorité. Cette conviction est le meilleur outil de contrôle — plus efficace que les soldats, plus durable que les traités.

La décolonisation politique — l'indépendance formelle — ne suffit pas à défaire cette violence intérieure. Des décennies après les indépendances, des élites post-coloniales continuent d'envoyer leurs enfants dans les universités de leurs anciens colonisateurs, continuent de juger leur propre culture à l'aune des standards qu'on leur a imposés.

L'empire a disparu. Le conditionnement reste.

Le bilan honnête

L'empire britannique a construit des chemins de fer en Inde. C'est vrai. Ces chemins de fer transportaient les marchandises vers les ports pour l'exportation. Ils n'ont pas été construits pour le développement de l'Inde.

Il a diffusé la langue anglaise. C'est vrai. Cette langue est aujourd'hui un atout pour les Indiens sur le marché mondial. C'est aussi la langue qui a remplacé et marginalisé des centaines de langues locales, des savoirs traditionnels, des littératures entières.

Il a apporté certaines institutions juridiques. C'est vrai. Ces institutions avaient pour fonction première de protéger les intérêts des colonisateurs et de sécuriser l'extraction.

Chaque bénéfice réel de l'empire était le sous-produit d'une machine dont le but principal était l'extraction. Attribuer les sous-produits à la bienveillance de l'empire revient à remercier un voleur d'avoir laissé quelques pièces en sortant.

L'Inde représentait 25% du PIB mondial en 1700. Elle en représentait 4% en 1947.

C'est le bilan de deux siècles de "civilisation".

Les livres d'histoire écrits par les vainqueurs appellent ça du développement. Les calculs d'Utsa Patnaik appellent ça 45 000 milliards de dollars.

Chapitre 13 — Le passage de témoin

Les empires ne meurent pas. Ils se transforment. L'empire britannique n'a pas disparu en 1947 quand l'Inde a accédé à l'indépendance, ni en 1956 quand la crise de Suez a révélé l'impuissance britannique face aux États-Unis. Il a passé le relais. Ses réseaux, ses méthodes, ses logiques ont été repris, amplifiés et modernisés par son successeur naturel. L'empire change de drapeau. Pas de méthode.

1944 — Bretton Woods — la naissance d'un nouvel ordre

En juillet 1944, dans un hôtel de montagne à Bretton Woods, New Hampshire, des délégués de 44 nations alliées se réunissent pour dessiner l'architecture financière du monde d'après-guerre.

Deux visions s'affrontent.

John Maynard Keynes représente la Grande-Bretagne. Il propose une monnaie internationale neutre — le “bancor” — gérée par une institution multilatérale. Aucun pays n'aurait de privilège monétaire. Les déséquilibres commerciaux seraient ajustés des deux côtés — les pays excédentaires seraient pénalisés autant que les pays déficitaires. Un système conçu pour l'équilibre.

Harry Dexter White représente les États-Unis. Sa proposition est plus simple : le dollar américain devient la monnaie internationale de référence. Toutes les autres monnaies sont indexées sur le dollar. Le dollar seul est convertible en or au taux fixe de 35 dollars l'once.

Les États-Unis sortent de la guerre avec les deux tiers des réserves d'or mondiales et la seule économie industrielle non dévastée par le conflit. Ils ont la puissance de négociation.

La proposition White l'emporte.

Ce jour-là, le dollar devient ce que la livre sterling avait été — la monnaie de réserve mondiale. Et les États-Unis héritent du “privilège exorbitant” — l'expression est de Valéry Giscard d'Estaing — que la Grande-Bretagne avait exercé pendant deux siècles.

Le privilège exorbitant

Être l'émetteur de la monnaie de réserve mondiale confère un avantage que rien d'autre dans l'économie internationale ne peut reproduire.

Les États-Unis peuvent s'endetter en dollars. Ils paient leurs importations en dollars. Ils financent leurs guerres en dollars. Et le monde entier a besoin de dollars — pour le commerce international, pour les réserves des banques centrales, pour les transactions pétrolières.

Cette demande mondiale de dollars permet aux États-Unis d'emprunter à des taux plus bas que n'importe quel autre pays. Elle leur permet de financer des déficits commerciaux et budgétaires qui auraient conduit n'importe quel autre pays à la crise monétaire.

Elle leur permet, en termes concrets, de payer leurs guerres avec de la monnaie que le monde entier accepte parce qu'il n'a pas le choix.

Le pétrodollar renforce ce mécanisme. En 1974, après la crise pétrolière, les États-Unis concluent un accord avec l'Arabie Saoudite : le pétrole sera vendu exclusivement en dollars. En échange, la sécurité militaire américaine protège la monarchie saoudienne. L'accord s'étend rapidement à l'ensemble de l'OPEP.

Résultat : tout pays qui veut acheter du pétrole doit d'abord acquérir des dollars. La demande mondiale de dollars est structurellement garantie tant que le monde fonctionne au pétrole.

Saddam Hussein a annoncé en 2000 qu’il vendrait le pétrole irakien en euros. En 2003, l’Irak a été envahi. La première décision de l’Autorité provisoire de la coalition a été de ramener les ventes pétrolières irakiennes en dollars.

Kadhafi travaillait à créer une monnaie africaine commune — le dinar-or — pour les ventes pétrolières. En 2011, la Libye a été déstabilisée. Le projet a disparu.

La coïncidence est régulière.

Les bases militaires — la géographie du contrôle

L’empire britannique maintenait son contrôle par des garnisons militaires — des soldats dans des forts, dans des ports, dans des villes stratégiques aux quatre coins du monde.

Les États-Unis ont remplacé les garnisons par des bases.

En 2024, les États-Unis maintiennent environ **750 bases militaires dans 80 pays**. Ce chiffre — documenté par le Pentagone lui-même dans ses rapports annuels — exclut les installations temporaires, les présences discrètes, les accords de stationnement informels.

Aucune puissance dans l’histoire humaine n’a jamais maintenu une présence militaire physique aussi étendue en temps de paix.

Ces bases ne servent pas uniquement à “défendre” les pays hôtes — souvent contre des menaces que leur présence contribue à créer. Elles servent à projeter la puissance américaine. À contrôler les routes maritimes. À surveiller les concurrents. À sécuriser les intérêts commerciaux américains.

La base de Diego Garcia dans l’océan Indien — dont les habitants autochtones, les Chagossiens, ont été expulsés de force en 1971 pour permettre son installation — permet aux États-Unis de projeter leur puissance sur l’Afrique de l’Est, le Moyen-Orient, l’Asie du Sud. Elle a été utilisée pour lancer des bombardiers B-52 en Irak et en Afghanistan.

Les Chagossiens, déportés à Maurice et aux Seychelles, se battent encore devant les tribunaux internationaux pour le droit de rentrer chez eux.

Five Eyes — la continuité des renseignements

Les réseaux de renseignement sont peut-être la continuité la plus directe entre l’empire britannique et l’hégémonie américaine.

Five Eyes — Cinq Yeux — est une alliance de renseignement entre les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l’Australie et la Nouvelle-Zélande. Elle est fondée en 1946, dans les premiers mois de la Guerre froide, sur la base d’un accord secret entre Washington et Londres.

Ces cinq pays partagent intégralement leurs renseignements. Ils coordonnent leurs surveillances. Ils maintiennent une infrastructure d’interception des communications — câbles sous-marins, satellites, installations d’écoute — qui couvre la quasi-totalité du trafic mondial de données.

Ce n’est pas une coïncidence si ces cinq pays sont tous des démocraties anglophones issues de l’empire britannique. L’alliance de renseignement est le continuateur direct des réseaux impériaux de surveillance et de contrôle de l’information.

Les révélations d’Edward Snowden en 2013 ont montré l’ampleur de cette infrastructure : la NSA américaine et le GCHQ britannique interceptaient des centaines de millions de communications par jour — y compris celles de dirigeants d’États alliés, y compris celles de citoyens ordinaires sans lien avec aucune menace. La surveillance n’est pas ciblée sur les menaces. Elle est universelle.

City of London — Wall Street — la continuité financière

La City de Londres — le kilomètre carré de la finance londonienne — a un successeur et un partenaire : Wall Street.

La transition n'a pas été une rupture. Ce sont les mêmes réseaux, les mêmes familles, les mêmes institutions — adaptées, relocalisées, amplifiées.

Les grandes banques américaines — JP Morgan, Citibank, Goldman Sachs — ont des racines profondes dans les réseaux financiers britanniques du XIXe siècle. JP Morgan lui-même a commencé sa carrière comme agent de banques londoniennes à New York.

Après 1945, Wall Street a pris la direction de la finance mondiale. Mais la City de Londres a maintenu une position particulière : elle est devenue la plateforme offshore du dollar. Les eurodollars — des dollars déposés et échangés hors des États-Unis — ont émergé dans les banques londoniennes dans les années 1950-1960, créant un marché financier en dollars hors de toute régulation américaine.

Cette innovation — délibérée, encouragée par les autorités britanniques — a donné naissance au système financier offshore mondial. Les paradis fiscaux, les juridictions opaques, les structures d'évitement fiscal et de blanchiment — leur architecture intellectuelle et pratique vient de la City de Londres.

Les îles Caïmans, les îles Vierges britanniques, Jersey, Guernesey — les principaux paradis fiscaux du monde sont des territoires britanniques ou d'anciens territoires britanniques. Ce n'est pas un hasard. C'est la continuité du réseau impérial appliquée à la finance contemporaine.

L'empire change de drapeau

La décolonisation formelle des années 1950-1970 a donné l'indépendance politique à des dizaines de pays. Elle n'a pas donné l'indépendance économique.

Un pays qui doit emprunter sur les marchés financiers internationaux — dominés par Wall Street et la City — n'est pas économiquement souverain. Un pays dont la monnaie n'est acceptée nulle part sans être convertie en dollars n'est pas économiquement souverain. Un pays dont les dirigeants ont été formés dans des universités américaines ou britanniques, dont les élites consomment la culture américaine, dont les institutions sont calquées sur le modèle occidental — ce pays n'est pas culturellement souverain.

La souveraineté formelle — le drapeau, l'hymne, le siège à l'ONU — masque une dépendance réelle qui reproduit la structure coloniale sans en avoir le nom.

C'est ce que Kwame Nkrumah, premier président du Ghana, appelait le **néocolonialisme** dès 1965 : "L'État qui est soumis au néocolonialisme est en théorie indépendant et possède tous les attributs formels de la souveraineté internationale. En réalité, son système économique et donc sa politique sont dirigés de l'extérieur."

La même logique, de nouveaux outils

L'empire britannique utilisait : des soldats, des canons, des chartes royales, des gouverneurs coloniaux.

L'hégémonie américaine utilise : des bases militaires, des sanctions économiques, des conditionnalités du FMI, des think tanks, Hollywood, les réseaux sociaux, le droit américain extraterritorial.

Les outils sont différents. La logique est identique : extraire la richesse des périphéries vers les centres, maintenir la dépendance des uns envers les autres, empêcher l'émergence de concurrents capables de contester l'ordre établi.

Le passage de témoin entre la Grande-Bretagne et les États-Unis n'a pas été une rupture dans cette logique. C'est une transmission — parfois littérale, dans les réseaux de renseignement, dans les institutions financières, dans les alliances militaires.

Et quand ce système sera contesté — quand la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie chercheront à construire des alternatives au dollar, à Wall Street, aux institutions de Bretton Woods — la réponse sera la même qu'en 1839 face à Lin Zexu.

Pas nécessairement des canons. Mais la même volonté de maintenir le privilège par tous les moyens disponibles.

L'empire ne disparaît pas. Il se modernise. Et il appelle ça de l'ordre international fondé sur des règles.

Chapitre 14 — Vendre la guerre

Les démocraties ont un problème que les dictatures n'ont pas : elles ne peuvent pas déclarer la guerre sans le consentement de leur population. Ce consentement ne se donne pas spontanément — personne ne vote pour envoyer ses fils mourir dans des tranchées étrangères pour des intérêts pétroliers. Ce consentement se fabrique. Et la fabrication du consentement est devenue, au XXe siècle, une industrie aussi sophistiquée que l'industrie d'armement elle-même.

Le problème démocratique

En 1917, les États-Unis doivent entrer dans la Première Guerre mondiale. Le président Wilson a été réélu en 1916 sur le slogan “He kept us out of war” — il nous a gardés hors de la guerre. L'opinion publique américaine est massivement non-interventionniste. La guerre est européenne. Que viennent faire des fils d'Iowa ou d'Alabama dans les tranchées de la Somme ?

Wilson crée le **Committee on Public Information** — le CPI — en avril 1917, six jours après la déclaration de guerre. Sa mission : convaincre les Américains que cette guerre est juste, nécessaire, et gagnée.

À la tête du CPI : George Creel, journaliste. Dans ses équipes : un jeune neveu de Sigmund Freud, vingt-cinq ans, qui travaillait jusqu'alors dans la publicité. Son nom : **Edward Bernays**.

Edward Bernays — l'architecte du consentement

Edward Bernays est peut-être l'homme le plus influent dont vous n'avez jamais entendu parler.

Il a lu les travaux de son oncle Freud sur l'inconscient. Il a compris que les décisions humaines ne sont pas rationnelles — elles sont émotionnelles, irrationnelles, guidées par des peurs et des désirs souvent inconscients. Et il a compris comment on peut manipuler ces peurs et ces désirs à grande échelle.

Pour la Première Guerre mondiale, il a transformé le conflit en croisade morale. La guerre n'est pas une affaire d'intérêts géopolitiques et financiers. C'est une guerre pour la démocratie contre la barbarie allemande. Les Allemands deviennent les "Huns" — des sauvages sans foi ni loi. Les soldats américains deviennent des croisés de la liberté.

Les images, les affiches, les discours, les sermons dans les églises, les articles dans les journaux — tout est coordonné. Bernays appelle ça les "relations publiques". Il refuse le mot "propagande" — trop associé à l'Allemagne ennemie. Mais c'est la même chose.

Après la guerre, il écrit deux livres fondamentaux.

Crystallizing Public Opinion (1923) et surtout *Propaganda* (1928), dont l'ouverture est restée célèbre :

"La manipulation consciente et intelligente des opinions et des habitudes organisées des masses est un élément important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme invisible de la société constituent un gouvernement invisible qui est le véritable pouvoir dirigeant de notre pays."

Bernays ne dénonce pas ce qu'il décrit. Il l'approuve. Il pense que la masse est incapable de se gouverner elle-même et qu'une élite éclairée doit orienter ses désirs et ses opinions pour le bien commun.

Joseph Goebbels, le ministre de la propagande de Hitler, avait lu Bernays. Il avait ses livres dans sa bibliothèque.

Les techniques — comment on fabrique le consentement à la guerre

Les techniques développées par Bernays et perfectionnées depuis ont une logique commune : contourner la raison pour atteindre l'émotion.

La déshumanisation de l'ennemi. Avant de tuer, il faut cesser de voir l'autre comme un être humain. Les Allemands deviennent des "Huns". Les Vietnamiens deviennent des "gooks". Les Irakiens deviennent des terroristes potentiels. Les Russes deviennent des agents d'un empire du mal. Chaque guerre a son vocabulaire de déshumanisation — élaboré, diffusé, répété jusqu'à ce qu'il devienne une évidence.

L'atrocité fabriquée. La propagande de guerre a besoin d'un événement fondateur — un crime de l'ennemi si monstrueux qu'il justifie toutes les réponses. En 1914, les journaux britanniques rapportent que des soldats allemands ont empalé des bébés belges sur leurs baïonnettes. Ce n'était pas vrai. En 1990, une jeune Koweïtienne — présentée comme une infirmière — témoigne devant le Congrès américain que des soldats irakiens ont sorti des bébés de leurs couveuses pour les laisser mourir sur le sol d'hôpitaux. Elle est en réalité la fille de l'ambassadeur du Koweït aux États-Unis. Son témoignage a été organisé par une agence de relations publiques — Hill & Knowlton — payée par le gouvernement koweïtien. Le Congrès a voté la guerre.

L'urgence et la peur. On ne laisse pas le temps de réfléchir. L'ennemi est sur le point d'attaquer. La menace est imminente. Les armes de destruction massive peuvent être déployées en quarante-cinq minutes. Colin Powell à l'ONU en 2003, avec ses fioles et ses diagrammes — un spectacle de précision fabriqué pour simuler la certitude que les services de renseignement n'avaient pas.

Le consensus artificiel. Des "experts" sont convoqués sur les plateaux de télévision pour confirmer ce que le gouvernement affirme. Ces experts ont des conflits d'intérêts qui ne sont pas mentionnés — ils sont consultants

pour des entreprises de défense, membres de think tanks financés par l'industrie d'armement, ou anciens officiels dont la loyauté institutionnelle est intacte. Le consensus qu'ils forment est artificiel. Il ressemble à un consensus réel.

Le Committee on Public Information — ce qu'il a inventé

Le CPI de 1917-1918 a inventé la quasi-totalité des techniques de propagande de guerre modernes.

Les Four Minute Men — 75 000 volontaires formés par le CPI pour prononcer des discours de quatre minutes dans les cinémas, les théâtres, les réunions publiques, pendant l'entracte, quand le public ne peut pas partir. En deux ans, ils ont prononcé plus de 7,5 millions de discours devant des dizaines de millions d'Américains.

La presse embarquée. Les journalistes qui voulaient accéder au front devaient être accrédités par le gouvernement. L'accréditation pouvait être retirée. Les correspondants dépendants de l'accès gouvernemental pour faire leur travail ne publiaient pas ce qui risquait de compromettre cet accès.

La liste noire. Des artistes, des intellectuels, des journalistes qui exprimaient des doutes sur la guerre ont été dénoncés, boycottés, parfois poursuivis. La Loi sur l'espionnage de 1917 et la Loi sur la sédition de 1918 criminalisaient les critiques publiques de la guerre. Des milliers de personnes ont été poursuivies. Eugene Debs, leader socialiste, a été condamné à dix ans de prison pour un discours pacifiste.

Le film comme arme. Le CPI produisait des films de propagande — *The Kaiser, the Beast of Berlin, The Prussian Cur* — distribués dans les cinémas américains. C'est la première utilisation systématique du cinéma comme outil de propagande d'État.

Hollywood n'a jamais vraiment cessé de jouer ce rôle.

Hollywood — le département de production de l'empire

La relation entre Hollywood et le gouvernement américain — et particulièrement le Pentagone — est l'un des secrets les moins bien gardés de l'industrie du divertissement.

Le Pentagone dispose d'un bureau spécifique dédié à Hollywood — le **Entertainment Liaison Office**. Ce bureau coopère avec les productions cinématographiques et télévisuelles qui souhaitent utiliser des équipements militaires — avions, porte-avions, tanks, hélicoptères — ou tourner sur des bases militaires.

La coopération est conditionnelle. En échange de l'accès aux équipements et aux décors, les producteurs soumettent leurs scénarios au bureau du Pentagone. Les scènes jugées négatives pour l'image de l'armée sont modifiées ou supprimées. Les productions qui refusent n'ont pas accès aux équipements.

Ce système est documenté. Il a fait l'objet d'une étude systématique par les chercheurs David Robb (*Operation Hollywood*, 2004) et Tom Secker et Matthew Alford (*National Security Cinema*, 2017), qui ont obtenu par la loi sur la liberté d'information les contrats entre le Pentagone et des centaines de productions.

Parmi les films produits avec coopération et modifications imposées par le Pentagone : *Top Gun*, *Black Hawk Down*, *Transformers*, *Iron Man*, *Zero Dark Thirty*, *Act of Valor*, *The Hurt Locker* (refus initial, puis coopération partielle), des dizaines d'épisodes de séries télévisées.

Le résultat : des décennies de films qui présentent l'armée américaine comme une force héroïque, technologiquement supérieure, moralement irréprochable — et ses adversaires comme des fanatiques, des brutes, ou des obstacles à la liberté.

Cette vision du monde est exportée dans 190 pays. C'est du soft power industrialisé.

La CIA et la culture

Le Pentagone n'est pas le seul acteur. La CIA a mené pendant des décennies des programmes culturels dans le cadre de la Guerre froide.

Le **Congress for Cultural Freedom** — fondé en 1950, financé secrètement par la CIA jusqu'en 1967 — a soutenu des revues littéraires, des expositions d'art, des conférences intellectuelles dans des dizaines de pays. Il promouvait l'art abstrait américain comme expression de la liberté individuelle contre le réalisme socialiste soviétique. Jackson Pollock, Mark Rothko — promus par un programme CIA.

La découverte du financement CIA en 1967 a provoqué un scandale. Le Congress for Cultural Freedom a changé de nom — il est devenu le Forum international. Il continue d'exister.

L'objectif n'était pas d'imposer une idéologie brutalement. C'était de façonner le terrain culturel sur lequel les élites intellectuelles mondiales pensaient — de faire en sorte que les catégories mentales de la modernité, de la liberté, du progrès soient associées au modèle américain et non au modèle soviétique.

C'est du Bernays à l'échelle de la guerre froide.

Le prix de l'incrédulité

Tout cela est documenté. Pas caché. Accessible dans les bibliothèques, dans les archives déclassifiées, dans les études universitaires.

Et pourtant, chaque nouvelle guerre arrive avec ses nouvelles mensonges fondateurs — et une large partie de la population les croit.

Pourquoi ?

Parce que ne pas croire a un coût. Douter de la guerre en cours, c'est douter de ses soldats, de son gouvernement, de son identité nationale. C'est être traité de traître, de naïf, de complotiste. Le conformisme a une récompense sociale. Le scepticisme a un prix.

Et parce que les techniques se perfectionnent. Ce qui était grossier en 1917 est devenu sophistiqué en 2003. Les experts ont des titres. Les images sont convaincantes. Les arguments sont complexes.

Bernays avait compris quelque chose de fondamental : les gens ne veulent pas être manipulés. Mais ils veulent avoir raison. Si tu leur fournis une histoire dans laquelle ils ont raison — dans laquelle leur pays est juste, leur guerre est nécessaire, leur ennemi est monstrueux — ils l'adopteront avec soulagement.

La manipulation parfaite est celle que la victime ne reconnaît pas comme manipulation.

Elle y participe. Elle la défend. Elle l'enseigne à ses enfants.

Et elle appelle ça l'information.

Chapitre 15 — Les mensonges fondateurs

Chaque grande guerre américaine du XXe siècle a son incident déclencheur. Un événement précis, daté, localisé, qui justifie l'entrée en guerre devant l'opinion publique et le Congrès. Dans plusieurs cas, cet événement a été fabriqué, amplifié ou délibérément mal interprété. Ce n'est pas une théorie. C'est le résultat d'enquêtes officielles, de documents déclassifiés, d'aveux de participants. L'histoire des guerres américaines est aussi l'histoire de ses prétextes.

Le Maine — 1898 — la guerre hispano-américaine

Le 15 février 1898, le cuirassé américain USS Maine explose dans le port de La Havane, Cuba. 266 marins meurent. Cuba est alors une colonie espagnole en pleine rébellion nationaliste.

Les journaux américains — notamment ceux de William Randolph Hearst et Joseph Pulitzer, en guerre commerciale l'un contre l'autre pour les ventes — attribuent immédiatement l'explosion à une mine espagnole. Hearst aurait dit à son correspondant à La Havane : “Vous fournissez les photos, je fournirai la guerre.”

Le slogan “Remember the Maine” envahit les journaux. L'opinion publique s'enflamme. En avril 1898, les États-Unis déclarent la guerre à l'Espagne.

La cause réelle de l'explosion ? Une enquête navale de 1976 — soixante-dix-huit ans plus tard — a conclu que l'explosion était probablement due à une **combustion spontanée dans la soute à charbon**, qui a enflammé la soute à munitions adjacente. Accident interne. Pas de mine espagnole.

La guerre hispano-américaine a duré quatre mois. À son terme, les États-Unis ont acquis Cuba, Porto Rico, Guam et les Philippines — les premières possessions coloniales américaines d’envergure.

Smedley Butler était là.

Le Golfe du Tonkin — 1964 — la guerre du Vietnam

Le 2 août 1964, le destroyer américain USS Maddox est attaqué par des torpilleurs nord-vietnamiens dans le Golfe du Tonkin. L’incident est réel — bien que le Maddox opérait dans le cadre de missions de surveillance électronique clandestines soutenant des raids sud-vietnamiens contre le Nord, ce dont l’opinion publique américaine n’est pas informée.

Le 4 août 1964, l’administration Johnson annonce une deuxième attaque dans le Golfe du Tonkin. Le Congrès adopte la **Résolution du Golfe du Tonkin** — qui donne au président le pouvoir de mener des opérations militaires en Asie du Sud-Est sans déclaration de guerre formelle. C’est le fondement juridique de la guerre du Vietnam.

La deuxième attaque du 4 août n’a **pas eu lieu**.

Le secrétaire à la Défense Robert McNamara le savait probablement dès le début — les transmissions radio intercept analysées à l’époque montraient que les équipages des destroyers avaient confondu des conditions météorologiques et leurs propres manœuvres avec des attaques ennemies. Les télégrammes de l’officier commandant le Maddox exprimaient lui-même des doutes sérieux.

En 2003, McNamara l’a reconnu publiquement dans le documentaire *The Fog of War* : “Nous avons tort. Nous avons mal compris les intentions des Nord-Vietnamiens.”

Sur la base d'une attaque qui n'avait pas eu lieu, les États-Unis ont envoyé **plus de 500 000 soldats** au Vietnam. 58 000 soldats américains sont morts. Deux à trois millions de Vietnamiens — civils et combattants des deux camps — sont morts.

Les armes de destruction massive — 2003 — la guerre d'Irak

Le 5 février 2003, le secrétaire d'État Colin Powell se présente devant le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Il montre des photos aériennes — des camions, des bâtiments, des installations. Il joue des enregistrements de communications interceptées. Il présente des schémas de laboratoires mobiles de fabrication d'armes biologiques. Il cite des sources de renseignement. Il parle pendant 76 minutes.

Sa conclusion : l'Irak de Saddam Hussein possède des **armes de destruction massive** — chimiques, biologiques, potentiellement nucléaires — en violation des résolutions de l'ONU. C'est une menace immédiate pour la sécurité mondiale.

Cinq semaines plus tard, la coalition américano-britannique envahit l'Irak.

Aucune arme de destruction massive n'a jamais été trouvée.

Pas de laboratoires mobiles. Pas de stocks d'agents chimiques. Pas de programme nucléaire actif. Rien.

Ce que les enquêtes ultérieures ont révélé :

- La CIA avait des doutes sérieux sur la fiabilité des sources. Ces doutes n'ont pas été transmis au Congrès dans les briefings pré-guerre.
- La principale source humaine sur les laboratoires mobiles — nom de code "Curveball" — était un réfugié irakien dont la crédibilité avait

été mise en question par les services allemands qui le géraient. Les Américains n’avaient jamais interrogé Curveball directement.

- Des analystes de la CIA qui exprimaient des doutes ont été marginalisés ou écartés des processus de décision.
- Les documents sur la prétendue tentative irakienne d’acheter de l’uranium au Niger — cités par Bush dans son discours sur l’état de l’Union de janvier 2003 — étaient des **faux grossiers**, dont les caractéristiques typographiques anachroniques avaient été signalées par des experts.

Colin Powell a déclaré plus tard que cette présentation à l’ONU était “une tache” sur sa carrière. “Je suis furieux d’avoir été induit en erreur.”

Il ne précise pas par qui.

58 000 milliards de dollars dépensés. Des centaines de milliers de morts irakiens. Un pays dévasté. Daech comme conséquence directe. Et aucune arme de destruction massive.

La Libye — 2011 — les massacres imminents

En mars 2011, des forces loyales à Mouammar Kadhafi progressent vers Benghazi, fief de la rébellion. Le gouvernement Kadhafi promet de “nettoyer” la ville.

L’intervention de l’OTAN est justifiée par la **Résolution 1973 du Conseil de sécurité**, adoptée au titre de la “Responsabilité de protéger” (R2P) — le principe selon lequel la communauté internationale peut intervenir pour protéger des civils d’un massacre imminent.

Le massacre imminent de Benghazi est devenu la justification centrale de l’intervention.

En 2016, la commission des affaires étrangères du Parlement britannique publie un rapport d'enquête de neuf mois sur l'intervention libyenne. Ses conclusions sont dévastatrices :

“Le gouvernement du Royaume-Uni a mal compris et mal saisi les motivations, les intentions et les capacités des acteurs libyens. Ces erreurs ont conduit à des politiques fondées sur des suppositions mal informées et des vœux pieux.”

Plus précisément : **les preuves d'un massacre imminent à Benghazi n'ont jamais été établies**. Les renseignements britanniques indiquaient que Kadhafi faisait la distinction entre combattants et civils. Les déclarations les plus alarmistes sur les intentions de Kadhafi provenaient de sources rebelles ayant intérêt à provoquer l'intervention.

L'élément qui n'apparaît pas dans la résolution de l'ONU ni dans les justifications officielles : Kadhafi avait annoncé son intention de nationaliser les ressources pétrolières libyennes et d'expulser les compagnies étrangères. Il travaillait à créer une monnaie africaine commune adossée à l'or — le dinar-or.

Le schéma

Ces quatre cas — Maine, Golfe du Tonkin, ADM irakiens, Libye — ont des structures communes.

Un incident déclencheur, réel ou fabriqué, présenté dans l'urgence, avant que les faits puissent être vérifiés.

Une rhétorique morale, qui transforme un calcul géopolitique en croisade — contre la barbarie espagnole, le communisme vietnamien, la tyrannie de Saddam, les massacres de Kadhafi.

Une fenêtre temporelle étroite — la décision doit être prise maintenant, avant que l'ennemi agisse, avant qu'il soit trop tard. Le temps de réflexion est l'ennemi de la propagande de guerre.

L'écrasement du doute — ceux qui posent des questions sont des naïfs, des traîtres, des amis de l'ennemi. Charles de Gaulle s'est opposé à l'invasion de l'Irak. La France est devenue "cheese-eating surrender monkeys". Le Parlement européen qui votait contre : ignoré.

L'impunité des menteurs — personne n'est poursuivi. Powell n'est pas jugé. Les auteurs du dossier des ADM britanniques — le "dodgy dossier" — ont fait carrière. Les journalistes qui ont vendu la guerre sans vérifier ont gardé leurs postes.

Ce que ça signifie pour la prochaine fois

Ces mensonges ne sont pas des curiosités historiques. Ils sont des manuels opératoires.

Chaque fois que les médias annoncent une menace imminente, une atrocité monstrueuse, un ennemi qui doit être arrêté maintenant, les mêmes questions s'imposent :

Qui bénéficie de cette guerre ? Qui a intérêt à ce que l'opinion publique soit convaincue ? Qui a accès aux sources d'information citées ? Ces sources ont-elles des intérêts dans le résultat ? Quel est l'historique de fiabilité des agences de renseignement qui fournissent ces informations ?

Ces questions ne sont pas du cynisme. Elles sont de l'hygiène démocratique élémentaire.

Elles auraient évité le Vietnam. Elles auraient évité l'Irak.

Elles n'ont pas été posées. Pas assez fort. Pas par suffisamment de gens.

La prochaine fois, le mensonge fondateur sera plus sophistiqué. Les outils de vérification aussi. La question est de savoir lesquels progresseront plus vite.

Chapitre 16 — Les médias comme département de production

Un journaliste embarqué dans une unité militaire n'est pas un journaliste. C'est un chroniqueur de guerre dont l'accès dépend de sa bonne conduite. Un présentateur de CNN qui cite des "sources haut placées au sein de l'administration" ne fait pas du journalisme. Il fait de la transmission. La différence entre l'information et la propagande n'est pas toujours dans l'intention. Elle est dans la structure — dans qui contrôle l'accès à l'information, et ce qui arrive à ceux qui posent les mauvaises questions.

La dépendance structurelle

Pour comprendre comment les médias deviennent des instruments de propagande de guerre sans que leurs journalistes soient nécessairement de mauvaise foi, il faut comprendre une chose : la dépendance structurelle à la source.

Un journaliste qui couvre la politique étrangère ou la défense nationale dépend de sources au sein du gouvernement, de l'armée, des services de renseignement. Ces sources lui donnent des informations — parfois exclusives, parfois confidentielles — qui font sa réputation et son audience.

Ces sources ont un prix. Le prix est implicite, rarement formulé explicitement : ne publie pas ce qui nous gêne, ou tu perds l'accès. Un journaliste qui publie une histoire négative pour le Pentagone peut continuer à travailler — mais il ne recevra plus d'appels de généraux, plus d'invitations aux briefings, plus de fuites exclusives.

Dans un secteur où l'accès fait la carrière, perdre l'accès est une sanction sévère.

C'est pourquoi les grands médias américains — New York Times, Washington Post, CNN — ont systématiquement relayé les narratives officielles dans les périodes pré-guerre, puis ont parfois publié des mea culpa des années plus tard, quand il n'y avait plus rien à perdre.

Le New York Times et les ADM

Le cas le plus documenté est celui du New York Times et des armes de destruction massive irakiennes.

La journaliste Judith Miller a publié, entre 2001 et 2003, une série d'articles affirmant que l'Irak possédait ou développait des armes de destruction massive. Ces articles citaient des sources gouvernementales — souvent anonymes — et des sources au sein de groupes d'opposition irakiens en exil, notamment le Congrès National Irakien d'Ahmed Chalabi.

Ce que Miller ne précisait pas : Chalabi avait un intérêt direct dans l'invasion — il espérait prendre le pouvoir en Irak après Saddam. Ses informations n'étaient pas vérifiées indépendamment. Elles provenaient souvent de défecteurs que la CIA elle-même jugeait peu fiables.

Les articles de Miller, publiés en première page du journal le plus influent du monde, ont contribué à construire le consensus médiatique qui a rendu la guerre possible.

En 2004, le New York Times a publié un éditorial de rédaction extraordinairement rare, reconnaissant que sa couverture pré-guerre avait été "souvent erronée". L'éditorial ne mentionnait pas Miller par son nom. Miller a quitté le journal en 2005.

En 2003, quand il fallait, le New York Times avait fourni la caution intellectuelle dont l'administration Bush avait besoin.

L'embedded journalism — le journaliste intégré

L'invention du journaliste “embedded” — intégré dans une unité militaire — est présentée comme une avancée pour la transparence : plus de journalistes sur le terrain, plus d'images de la guerre, plus d'accès à la réalité du combat.

C'est l'inverse.

Un journaliste embarqué dans une unité militaire mange avec les soldats, dort avec eux, marche avec eux, dépend d'eux pour sa sécurité. Cette proximité crée une identification psychologique inévitable — le groupe dont on dépend pour survivre devient “nous”. L'ennemi que ce groupe combat devient “eux”.

Par ailleurs, le journaliste embarqué ne voit que ce que son unité voit. Il n'a aucune vue d'ensemble. Il ne voit pas ce qui se passe dans les autres secteurs. Il ne voit pas les décisions politiques qui déterminent pourquoi son unité est là. Il voit des soldats — des humains avec des histoires, des familles, des peurs — en train d'accomplir leur mission.

Ces images sont puissantes. Elles humanisent les soldats. Elles ne montrent pas les victimes civiles du bombardement qui a eu lieu cinq kilomètres plus loin.

En 2003, pendant l'invasion de l'Irak, environ **775 journalistes** étaient embarqués avec des unités militaires. C'était la couverture médiatique la plus étendue d'une invasion militaire de l'histoire. Et pourtant, la population américaine avait une image extraordinairement déformée de la guerre — héroïque, propre, chirurgicale.

Phil Donahue, animateur de MSNBC qui accueillait des voix critiques sur la guerre, a été licencié en février 2003 — un mois avant l'invasion. Un mémo interne révélé plus tard indiquait que la direction craignait qu'il devienne “un visage libéral de l'opposition à la guerre au moment où l'MSNBC ne peut pas se permettre ça”.

Les agences de presse et le problème des sources

Reuters, Associated Press, AFP — les trois grandes agences de presse mondiales — fournissent l’essentiel du contenu factuel aux journaux, télévisions et sites d’information dans le monde entier.

Quand une agence publie une dépêche, elle est reprise par des centaines, parfois des milliers de médias. Ce qui commence comme une dépêche d’agence devient en quelques heures un “fait établi” cité partout.

Les agences dépendent elles-mêmes de sources — gouvernementales, institutionnelles, officieuses. Elles ont des correspondants dans les capitales, dans les ministères, dans les ambassades. Ces correspondants ont les mêmes contraintes structurelles que les autres journalistes : l’accès dépend de la bienveillance des sources.

Le problème s’amplifie quand une information fautive entre dans le circuit des agences. Elle est reprise, citée, rééditée — et chaque reprise la renforce. Une information citée par dix sources différentes semble plus crédible qu’une information citée par une seule source. Mais si toutes les dix sources sont issues de la même dépêche d’agence originale, leur convergence ne prouve rien. C’est de la pluralité apparente.

Ce phénomène a un nom dans les études sur les médias : le **“laundry effect”** — l’effet de blanchisserie. Une information sale passe par suffisamment d’intermédiaires pour sembler propre.

Comment une information fabriquée devient consensus mondial en 48 heures

La mécanique est précise.

Heure 0 — Une source officielle, un think tank ou un groupe de pression fait une déclaration, publie un rapport, organise une conférence de presse.

Heure 2 — Les agences reprennent. Reuters, AP, AFP publient des dépêches.

Heure 4 — Les grands journaux en ligne publient des articles basés sur les dépêches. Le New York Times, le Guardian, Le Monde.

Heure 8 — Les télévisions convoquent des experts. Ces experts commentent les articles des journaux, qui citaient les dépêches d'agences, qui citaient la source originale. La chaîne de référencement est circulaire.

Heure 16 — Les réseaux sociaux amplifient. Des millions de personnes partagent des titres — souvent sans lire les articles.

Heure 24 — L'information est un "fait établi". Quiconque la conteste doit apporter la preuve de la contre-information — la charge de la preuve s'est inversée.

Heure 48 — Les décideurs politiques citent "l'information établie" pour justifier des décisions. Le cycle est bouclé.

Si la désinformation initiale est corrigée ultérieurement, la correction ne circulera jamais aussi vite ni aussi largement que l'erreur originale. Des études sur la désinformation en ligne montrent que les fausses informations se propagent **six fois plus vite** que les corrections.

La concentration des médias

Un élément structurel aggrave tout ce qui précède : la concentration de la propriété des médias.

En 1983, aux États-Unis, 90% des médias étaient détenus par 50 entreprises. En 2011 : **6 entreprises** contrôlaient 90% des médias américains — Comcast, News Corp, Disney, Viacom, Time Warner, CBS.

Ces conglomérats médiatiques ont des conseils d'administration. Ces conseils d'administration ont des membres qui siègent également dans des entreprises de défense, des banques, des fonds d'investissement.

BlackRock et Vanguard sont actionnaires significatifs dans les grands groupes médiatiques américains. Ils sont également actionnaires dans Lockheed Martin, Raytheon, Northrop Grumman.

Un groupe médiatique dont l'actionnaire est également actionnaire d'une entreprise de défense n'a pas, structurellement, le même intérêt à critiquer les guerres qu'un média indépendant.

Ce n'est pas de la censure directe — personne n'appelle le directeur de la rédaction pour lui dire quoi écrire. C'est de la connivence structurelle. Les intérêts convergent. Les sujets qui gênent les actionnaires sont naturellement moins couverts, moins mis en avant, moins financés en ressources journalistiques.

Les exemples concrets

CNN et la guerre du Golfe 1991. CNN a couvert la guerre en direct, en quasi-exclusivité. Ses images — les tracés lumineux des bombes la nuit, la précision apparente des frappes, les conférences de presse du Pentagone — ont façonné la perception mondiale du conflit. Ce que CNN ne montrait pas : les morts civils irakiens, les dommages collatéraux, les conséquences de l'embargo sur la population. La guerre propre, chirurgicale, était une construction télévisuelle.

Le Washington Post et l'Irak. Le Washington Post — l'un des journaux qui avait brisé le Watergate — a publié entre août 2002 et mars 2003 plus de 140 articles en première page en faveur de la guerre pour environ 36 articles sceptiques. L'éditorial du journal a soutenu l'invasion.

Le “Racak massacre” et le Kosovo. En janvier 1999, des corps ont été trouvés dans le village de Racak en Serbie. Le chef de la mission d’observation de l’OSCE, William Walker, a immédiatement qualifié le site de “massacre de civils albanais par les forces serbes”. Cette qualification — faite avant toute enquête médico-légale — a déclenché le processus qui a mené aux bombardements de l’OTAN sur la Yougoslavie en mars 1999. Des équipes médico-légales ont ultérieurement exprimé des doutes sur la nature exacte de l’incident. Ces doutes n’ont jamais fait l’objet d’une couverture comparable à l’annonce initiale.

Ce qui reste du journalisme

Il serait injuste — et faux — de présenter l’ensemble du journalisme comme de la propagande.

Des journalistes ont dit la vérité. Seymour Hersh a révélé le massacre de My Lai pendant le Vietnam, le scandale d’Abou Ghraib pendant l’Irak. Robert Fisk a couvert les guerres du Moyen-Orient pendant quarante ans sans jamais se soumettre à la narration officielle. Jeremy Scahill a documenté Blackwater. Julian Assange et WikiLeaks ont publié des centaines de milliers de documents classifiés qui révèlent ce que les gouvernements ne disent pas.

Ces journalistes ont payé le prix : Hersh est marginalisé par les grands médias américains. Fisk est mort en 2020, longtemps avant tenu à l’écart des plateaux mainstream. Scahill est dans un média alternatif — The Intercept. Assange a passé des années en détention et en ambassade, poursuivi par le gouvernement américain.

Ce que leur sort révèle : le journalisme indépendant est possible. Il est simplement puni.

La liberté de la presse existe. Elle vaut quelque chose seulement si quelqu’un est prêt à en payer le prix.

Pas les actionnaires. Les journalistes.

Chapitre 17 — L'architecture du mensonge aujourd'hui

La propagande de guerre au XXIe siècle n'a plus besoin de ministère de l'information. Elle n'a pas besoin de censure directe, de journalistes emprisonnés, de livres brûlés. Elle fonctionne différemment — par la multiplication des sources apparemment indépendantes qui disent la même chose, par la création d'un environnement informationnel où le mensonge officiel est noyé dans tellement de bruit qu'il devient indiscernable de la vérité, par la délégation de la propagande à des acteurs privés qui n'ont pas à rendre de comptes. C'est plus efficace. C'est légal. C'est indéniable.

Les think tanks — la caution intellectuelle

Un think tank est, en théorie, un centre de recherche indépendant qui produit des analyses objectives sur des questions de politique publique. En pratique, la plupart des think tanks influents à Washington sont des instruments de production d'opinions préformatées, financés par des acteurs qui ont un intérêt direct dans les conclusions produites.

Le financement vient de trois sources principales : les gouvernements — américain ou étrangers — les entreprises, et les fondations privées liées aux grandes fortunes industrielles et financières.

Les plus influents dans le domaine de la politique étrangère et de défense :

Le RAND Corporation — fondé par l'US Air Force, financé largement par le gouvernement américain et des contractants de défense. Ses études servent de base aux décisions du Pentagone. Ses chercheurs deviennent des officiels gouvernementaux. Ses anciens officiels gouvernementaux deviennent des chercheurs. La boucle est fermée.

L’American Enterprise Institute (AEI) — financé par des fondations liées aux industries pétrolière et financière. Il a fourni plusieurs des architectes intellectuels de la guerre en Irak, dont Richard Perle et Paul Wolfowitz.

La Brookings Institution — présentée comme centriste ou libérale, financée par des gouvernements étrangers (Qatar, Émirats, Arabie Saoudite) et des grandes entreprises. Une enquête du New York Times en 2014 a documenté comment des gouvernements étrangers finançaient des recherches à Brookings pour influencer la politique américaine.

The Atlantic Council — financé par des gouvernements de l’OTAN, des entreprises de défense (Raytheon, Lockheed Martin, BAE Systems), des banques. Il a joué un rôle central dans le soutien à l’expansion de l’OTAN et dans la narration sur la guerre en Ukraine.

Ces institutions produisent des rapports, organisent des conférences, placent leurs experts dans les médias. Leurs analyses sont citées par les journaux, invoquées par les politiques, enseignées dans les universités. Leur influence est réelle. Leur indépendance est fictive.

Les experts des plateaux — les conflits d’intérêts invisibles

Quand une chaîne de télévision convoque un “expert en sécurité nationale” ou un “analyste militaire”, elle ne mentionne généralement pas les affiliations financières de cet expert.

En 2008, le New York Times a publié une enquête — “Behind TV Analysts, Pentagon’s Hidden Hand” — révélant que le Pentagone avait organisé un programme coordonné entre 2002 et 2008 pour placer des “analystes militaires” — des généraux et colonels à la retraite — dans les grands médias américains.

Ces analystes recevaient des briefings exclusifs du Pentagone. En échange, ils transmettaient la narration officielle sur les chaînes qui les invitaient. Simultanément, la plupart travaillaient pour des entreprises de défense — comme consultants, membres de conseils d’administration, ou lobbyistes.

Un expert qui dit “l’armée américaine fait du bon travail en Irak” sur CNN, tout en étant consultant pour une entreprise qui a des contrats en Irak, est en situation de conflit d’intérêts caractérisé. La chaîne ne le mentionne pas. Le téléspectateur ne le sait pas.

Ce programme a touché **75 analystes militaires** régulièrement invités sur ABC, CBS, NBC, CNN, Fox News. L’enquête du New York Times a remporté le Prix Pulitzer. La Federal Communications Commission — l’autorité de régulation des médias — a reçu une plainte formelle. Elle n’a mené aucune enquête.

Le fact-checking sélectif

Le fact-checking — la vérification des faits — est présenté comme le rempart contre la désinformation. Des organisations comme PolitiFact, FactCheck.org, Snopes, les services de vérification du Washington Post et du New York Times vérifient les déclarations publiques et les informations qui circulent.

Ces organisations font un travail réel et utile — sur certains sujets.

La sélectivité est le problème.

Les déclarations des politiques populistes, les informations qui circulent sur les réseaux sociaux alternatifs, les claims scientifiques douteux — ces catégories sont activement vérifiées.

Les narratives officielles de guerre — les affirmations du gouvernement sur les menaces, les intentions ennemies, les justifications d’intervention — sont beaucoup moins systématiquement fact-checkées en temps réel.

Les organisations de fact-checking manquent des ressources, de l'accès aux renseignements classifiés, et parfois de la volonté institutionnelle pour contredire directement les gouvernements.

En 2002-2003, pendant la montée vers la guerre en Irak, aucune grande organisation de fact-checking américaine n'a systématiquement vérifié les affirmations de l'administration Bush sur les ADM. Elles auraient eu du mal — une partie de l'information était classifiée, une partie était délibérément fabriquée. Mais l'absence de vérification critique a contribué au consensus médiatique.

Le fact-checking contemporain s'est par ailleurs institutionnalisé dans des partenariats avec les plateformes : Facebook, Twitter/X, YouTube collaborent avec des organisations de vérification pour labelliser les informations “vraies”, “partiellement fausses” ou “fausses”. Ces labels influencent l'algorithme — les informations labellisées fausses sont moins distribuées.

Qui décide de ce qui est vérifié en priorité ? Qui finance les organisations de fact-checking ? Qui siège dans leurs conseils de direction ? Ces questions méritent la même vigilance que les questions posées aux autres sources d'information.

Les réseaux sociaux comme département de propagande

Les réseaux sociaux ont démocratisé la production d'information — n'importe qui peut publier. Ils ont simultanément industrialisé la propagande — n'importe quel État ou acteur bien financé peut créer, amplifier et cibler des narratives à une échelle et avec une précision impossibles auparavant.

L'astroturfing — la création artificielle d'une impression de mouvement populaire. Des armées de faux comptes, de bots, de comptes réels mais coordonnés amplifient une narrative jusqu'à ce qu'elle semble être

l’opinion dominante. Des études ont documenté ces opérations dans des dizaines de pays — menées par des gouvernements, des entreprises de relations publiques, des partis politiques.

Le ciblage démographique. Cambridge Analytica a exploité les données de 87 millions d’utilisateurs Facebook pour cibler des messages politiques individualisés selon les profils psychologiques. Les opérations d’influence ne diffusent plus le même message à tout le monde. Elles diffusent le message le plus efficace à chaque individu selon ses vulnérabilités spécifiques.

La démonétisation comme censure. YouTube, Facebook, Twitter ont des algorithmes qui réduisent la visibilité des contenus jugés problématiques — sans nécessairement les supprimer. Un contenu qui contredit les narratives officielles sur une guerre peut ne pas être supprimé mais être invisible : moins distribué dans les fils d’actualité, moins recommandé, exclu de la publicité. Son producteur ne reçoit aucune notification. Il pense simplement que son contenu est moins populaire.

Les partenariats avec les gouvernements. Les révélations du “Twitter Files” en 2022 — des milliers de documents internes de Twitter publiés après son rachat par Elon Musk — ont montré que des agences gouvernementales américaines (FBI, DHS, DoD) communiquaient régulièrement avec Twitter pour demander la suppression ou la réduction de visibilité de contenus spécifiques. Ces demandes étaient généralement suivies d’effet.

Ce n’est pas de la censure au sens légal américain — le Premier Amendement ne s’applique qu’aux actions gouvernementales directes, pas aux plateformes privées. Mais le résultat pratique — des contenus retirés ou rendus invisibles sur demande gouvernementale via une entreprise privée — est fonctionnellement identique à la censure.

La novlangue de la guerre

George Orwell décrit dans *1984* un langage — la “novlangue” — conçu non pas pour faciliter la pensée mais pour la rendre impossible. Des mots qui signifient leur contraire. Des euphémismes qui masquent la réalité.

La langue de la guerre contemporaine est de la novlangue appliquée.

“Frappes chirurgicales” — des bombardements qui tuent des civils sont présentés comme précis et limités. Le terme “chirurgical” évoque la médecine, la précision, l’absence de douleur. Il masque l’explosion, le feu, les membres arrachés.

“Dommages collatéraux” — des civils morts. Le terme comptable efface l’humanité des victimes.

“Neutraliser” — tuer. “Neutraliser une cible de haute valeur” signifie assassiner quelqu’un.

“Acteurs non-étatiques” — des personnes qui combattent sans uniforme national. Le terme les déshumanise et les place hors du droit de la guerre, facilitant leur traitement comme des cibles plutôt que comme des combattants avec des droits.

“Opération spéciale” — terme utilisé par la Russie pour l’invasion de l’Ukraine en 2022. Interdit en Russie de l’appeler une guerre — passible de quinze ans de prison. Mais l’Occident utilise ses propres euphémismes : “opération de maintien de la paix”, “intervention humanitaire”, “mission de stabilisation”.

“Libération” — une invasion. L’Irak a été “libéré”. L’Afghanistan a été “libéré”. Avec les résultats documentés dans les chapitres précédents.

La novlangue de guerre n’est pas un outil uniquement américain ou occidental. Chaque puissance militaire en dispose. Mais l’anglais est la lingua franca mondiale — la novlangue anglophone a une portée que celle des autres langues n’a pas.

Ce que tout cela produit

L'architecture du mensonge contemporain — think tanks, experts avec conflits d'intérêts non déclarés, fact-checking sélectif, réseaux sociaux coordonnés avec les gouvernements, novlangue — produit un environnement informationnel particulier.

Ce n'est pas un environnement où le mensonge est imposé. C'est un environnement où la vérité est rendue introuvable.

Il y a trop d'informations. Il y a des dizaines d'experts qui se contredisent. Il y a des fact-checks qui fact-checkent les fact-checks. Il y a des sources en anglais, en français, en arabe, en russe, qui décrivent la même réalité de manière incompatible.

Dans cet environnement, la plupart des gens font ce que les humains ont toujours fait quand l'information est trop complexe : ils font confiance aux sources qui confirment ce qu'ils croient déjà. Ils adoptent les récits de leurs groupes d'appartenance. Ils délèguent le jugement à des autorités.

Et ces autorités — comme on l'a vu — ont des intérêts.

Le résultat n'est pas une population manipulée par un message unique. C'est une population fragmentée, chaque fragment vivant dans sa propre réalité informationnelle, incapable de construire avec les autres un consensus sur les faits de base qui permettrait de tenir les puissants pour responsables.

C'est le système parfait.

Pas parce qu'il est planifié dans ses moindres détails.

Mais parce qu'il sert les intérêts de ceux qui ont le plus à perdre d'une population informée et unie.

La lucidité comme résistance

Comprendre l'architecture ne suffit pas à s'en extraire. Personne n'est immunisé contre la manipulation — ni les lecteurs de ce livre, ni son auteur.

Mais la lucidité réduit la surface d'exposition.

Quelques principes :

À qui appartient cette source ? Pas le journaliste — le média, le think tank, la plateforme. Qui les finance. Qui siège dans leurs conseils.

Qui sont les experts convoqués ? Quelles sont leurs affiliations actuelles et passées. Ont-ils des intérêts financiers dans le sujet sur lequel ils s'expriment.

Quelle est la chaîne de citation ? Remonter jusqu'à la source primaire. Vérifier si dix articles qui citent la même chose citent en réalité la même source originale unique.

Qui bénéficie de cette narrative ? Pas en termes de "complot" — en termes d'intérêts économiques et politiques concrets et documentables.

Quel est le prix payé par ceux qui contredisent ? Si un journaliste, un chercheur, un lanceur d'alerte est marginalisé, poursuivi ou licencié pour avoir affirmé quelque chose, ça ne prouve pas qu'il a raison. Mais ça mérite d'examiner ce qu'il dit sérieusement.

Ces questions ne produisent pas de certitudes. Elles produisent du doute — un doute informé, méthodique, appliqué également à toutes les sources. Y compris celle-ci.

C'est ça, la lucidité. Pas savoir la vérité. Savoir comment chercher. Et ne jamais s'arrêter.

Épilogue — Pirates en costume

“L’empire du mensonge est gouverné par des pirates, des gangsters. La seule différence avec les pirates ordinaires : ils ont des avocats, des lobbyistes, des prix Nobel de la paix, et des porte-avions.” — Jacques Jor-dens

Ce qu’on a vu

Dix-sept chapitres. Plusieurs siècles. Plusieurs continents. Plusieurs mécanismes.

La East India Company qui gouverne deux cents millions de personnes pour le compte de ses actionnaires londoniens.

Les guerres de l’opium qui forcent la Chine à accepter l’importation de drogue à la pointe des canons.

L’empire britannique qui extrait quarante-cinq mille milliards de dollars de l’Inde pendant cent soixante-dix ans.

Smedley Butler qui passe trente-trois ans à protéger les intérêts de la National City Bank en Haïti, de Standard Oil au Mexique, de United Fruit au Nicaragua.

Eisenhower qui invente le terme “complexe militaro-industriel” en 1961 et que personne n’écoute.

Halliburton qui reçoit trente-neuf virgule cinq milliards de dollars de contrats en Irak pendant que son ancien PDG est vice-président des États-Unis.

Blackwater qui massacre dix-sept civils à Bagdad et dont les agents sont graciés vingt ans plus tard.

Les banques qui financent les deux camps. Les reconstituteurs qui rebâtissent ce que les bombardiers ont détruit. Les blanchisseurs qui transforment le cash du chaos en dividendes présentables.

Le trafic d'armes, légal et illégal, qui alimente des conflits décennaux.

Les réfugiés qui deviennent des marchandises.

Les mensonges fondateurs — le Maine, le Golfe du Tonkin, les armes de destruction massive, les massacres imminents de Benghazi.

Les médias qui transmettent. Les experts qui performent leur indépendance. Les think tanks qui produisent des conclusions sur commande. Les algorithmes qui trient ce que vous voyez.

Et tout au bas de cette pyramide : des soldats qui meurent. Des civils qui meurent. Des pays qui s'effondrent. Des générations entières formées dans la douleur et la perte.

Ce que les pirates font différemment

Le pirate classique — celui de l'histoire ou des romans — opère hors de la loi. C'est sa définition. Il prend par la force ce qui appartient à d'autres. Il n'a pas d'autorité légitime. Il est poursuivi. Parfois pendu.

Le pirate en costume opère autrement.

Il *est* la loi. Il la fait écrire. Ses avocats rédigent les traités commerciaux. Ses lobbyistes forment les budgets. Ses consultants définissent les règles d'attribution des contrats. Ses experts écrivent les conditionnalités du FMI. Ses anciens officiers siègent dans les conseils d'administration qui influencent les politiques militaires.

Il n'est pas poursuivi parce qu'il contrôle le système qui poursuit.

Il reçoit des prix. Le Nobel de la paix à Henry Kissinger en 1973 — pendant que les bombardements secrets du Cambodge continuaient, pendant que le coup d'État contre Allende au Chili était planifié. Le Nobel de la paix à Barack Obama en 2009 — neuf mois après sa prise de fonctions, avant qu'il ait eu le temps de faire quoi que ce soit, pendant que les drones américains commençaient à frapper au Pakistan.

Il donne des conférences sur l'humanisme. Il finance des universités. Il endowe des chaires de philosophie politique. Il construit des musées. Son nom est sur des bâtiments.

Et pendant ce temps, le cycle continue.

Ce qui ne change pas

La tentation, en arrivant à la fin de ce livre, est de chercher la conclusion réconfortante. Le signe que quelque chose change. La liste des actions à entreprendre. L'espoir organisé.

Ce serait vous mentir.

Ce qui ne change pas : la structure.

Tant que le financement des guerres est profitable, les guerres seront financées.

Tant que la fabrication d'armements génère des dividendes supérieurs à la fabrication de médicaments ou de panneaux solaires, les usines d'armement tourneront à plein régime.

Tant que les portes tournantes entre le gouvernement, l'armée et l'industrie resteront légales et normalisées, les généraux rejoindront les conseils d'administration et les lobbyistes rédigeront les budgets.

Tant que les médias dépendront des annonceurs et des actionnaires pour leur survie économique, ils produiront une information qui ne menace pas fondamentalement ces intérêts.

Tant que les plateformes numériques maximiseront l'engagement plutôt que la vérité, la désinformation sera plus rentable que la réalité.

Ces structures ne se réforment pas par des appels à la conscience. Elles se réforment par des changements de règles — financières, légales, institutionnelles. Et les règles sont écrites par ceux qui ont intérêt à les maintenir.

Ce qui change malgré tout

Et pourtant.

Quelque chose a changé depuis 1935 quand Smedley Butler a écrit *War is a Racket*. Depuis 1961 quand Eisenhower a prononcé son discours d'adieu.

Ce qui a changé, c'est la capacité de certains à voir — et à faire voir.

WikiLeaks a publié des centaines de milliers de documents classifiés qui ont rendu visible ce que les gouvernements cachaient. Des millions de personnes ont pu lire les câbles diplomatiques, les rapports de guerre, les correspondances internes.

Des lanceurs d'alerte — Chelsea Manning, Edward Snowden, Daniel Ellsberg avant eux avec les Pentagon Papers — ont pris des risques personnels considérables pour mettre dans l'espace public des informations que leurs gouvernements voulaient garder secrètes.

Des journalistes indépendants, des chercheurs, des organisations de surveillance des dépenses militaires — POGO, SIPRI, CAR, SIGAR — produisent des analyses qui auraient été impossibles à diffuser largement avant internet.

Des économistes comme Utsa Patnaik calculent ce que personne ne voulait calculer — le coût réel du colonialisme en chiffres vérifiables.

La capacité de voir ne garantit pas le changement. Mais elle en est la condition nécessaire.

Ce que vous faites de cette information

Ce livre ne propose pas de programme politique. Il ne milite pas pour un parti, un mouvement, une idéologie.

Il fait une chose plus simple et plus difficile : il nomme ce qui existe.

La guerre comme modèle économique. Le pillage comme moteur industriel. Le mensonge comme département de production. La violence comme service rendu aux actionnaires.

Ces réalités nommées restent ce qu'elles sont. Mais nommées, elles ne peuvent plus être confondues avec leurs justifications officielles.

Quand la prochaine guerre sera vendue — et elle le sera — avec ses atrocités de l'ennemi, ses experts indignés, ses résolutions onusiennes, ses coalitions de la volonté, ses opérations humanitaires, ses libérations, ses reconstructions — vous aurez un cadre pour poser les bonnes questions.

Qui gagne ? Qui paie ? Qui meurt ? Et depuis combien de temps ce schéma se répète-t-il ?

Ces questions ne font pas de vous un pacifiste naïf. Elles font de vous un citoyen qui refuse de financer aveuglément sa propre dépossession.

Les pirates et nous

Augustine d'Hippone — saint Augustin — rapporte au Ve siècle une conversation entre Alexandre le Grand et un pirate capturé.

Alexandre demande au pirate : “Comment oses-tu infester la mer ?”

Le pirate répond : “Et toi, comment oses-tu infester le monde entier ? Parce que je le fais avec un petit navire, on m’appelle pirate. Toi, tu le fais avec une grande flotte, on t’appelle conquérant.”

Seize siècles plus tard, la réponse reste sans réplique.

La différence entre le pirate et le conquérant n’est pas morale. Elle est d’échelle, de légitimité institutionnelle, et de puissance de feu.

Lockheed Martin a plus de puissance de feu que tous les pirates de l’histoire réunis.

Ses actions sont cotées en bourse.

Ses PDG reçoivent des médailles.

Et ses victimes s’appellent dommages collatéraux.

La dernière phrase

Smedley Butler en 1935 : “*La guerre est un racket.*”

Eisenhower en 1961 : “*Gardez-vous du complexe militaro-industriel.*”

L’histoire entre les deux — et depuis les deux — est dans ce livre.

Elle ne s’est pas arrêtée.

Elle continue pendant que vous lisez ces lignes.

Quelque part, un contrat est signé. Un budget est voté. Une porte tourne entre un ministère et un conseil d’administration. Un avion décolle. Une bombe tombe.

Et quelque part, un actionnaire touche son dividende.

C'est ça, la permanence. Pas les idéologies. Pas les drapeaux. Pas les discours.

Le dividende.

Bibliographie

- Smedley Butler — *War is a Racket* (1935)
- Naomi Klein — *La Stratégie du choc* (2007)
- John Perkins — *Confessions d'un assassin financier* (2004)
- Dwight Eisenhower — Discours d'adieu (17 janvier 1961)
- Utsa Patnaik — calculs sur l'extraction coloniale britannique de l'Inde (2018)
- Andrew Feinstein — *The Shadow World: Inside the Global Arms Trade* (2011)
- Jeremy Scahill — *Blackwater* (2007)
- Seymour Hersh — *Chain of Command* (2004)
- Mike Davis — *Late Victorian Holocausts* (2001)
- Frantz Fanon — *Les Damnés de la Terre* (1961)
- Edward Bernays — *Propaganda* (1928)
- David Robb — *Operation Hollywood* (2004)
- Tom Secker & Matthew Alford — *National Security Cinema* (2017)
- John Maynard Keynes — *Les Conséquences économiques de la paix* (1919)
- Dick Marty — Rapport du Conseil de l'Europe sur le Kosovo (2010)
- SIGIR — Rapports sur la reconstruction en Irak (2004-2013)
- SIGAR — Rapports sur la reconstruction en Afghanistan (2008-2021)
- Parlement britannique — Rapport sur l'intervention en Libye (2016)
- Kwame Nkrumah — *Le Néo-colonialisme, stade suprême de l'impérialisme* (1965)

• Augustine d'Hippone — *La Cité de Dieu* (Ve siècle)

Du même auteur

Une série de livres indépendants, lisibles dans n'importe quel ordre, qui forment ensemble un seul projet : comprendre les mécanismes qui gouvernent votre vie — pour reprendre le contrôle.

Livre standalone

Ce que j'aurais dû savoir — De la naissance à la mort, ce que la vie enseigne, souvent dans la douleur, toujours trop tard.

Les Rouages — Comprendre le monde

Le Métier de Berger (T1) — Bernays, le CPI, les cinq filtres de Chomsky.

L'Angle Mort (T2) — La géographie des silences médiatiques.

La Machine Invisible (T3) — Le soft power comme arme de conquête culturelle.

Le Dernier Verrou (T4) — Comment les régulateurs finissent par servir ce qu'ils devaient surveiller.

La Chaîne Dorée (T5) — Le crédit, le chômage et l'autocensure.

La Résistance Capturée (T6) — Comment l'opposition devient composante du système.

À qui appartient demain ? (T7) — Revenu universel, démocratie directe, dividende IA.

Le Pillage comme moteur industriel (*ce livre*) — La guerre comme modèle économique : qui gagne, combien, comment.

Les Trois Captivités (*Introduction*) — Information, argent, santé : un seul mécanisme.

Santé & Conscience

Retrouver le chemin (*T0*) — Philosophie, traditions et science : pourquoi nous nous sommes perdus.

Nourrir l'Âme (*T1*) — Le lien entre alimentation, émotions et équilibre intérieur.

Pourquoi êtes-vous malade ? — Ce que l'industrie vous fait — et comment s'en sortir.

Résilience

Quand on est seul (*R1*) — Médecine d'autonomie et premiers secours.

Le Jardin Vivant — Permaculture, autonomie alimentaire et reconnexion au vivant.

Collection Cuisine Souveraine

Manger pour durer (*CB1*) — La mise en application quotidienne de l'alimentation fonctionnelle.

La Table (*CB2*) — Menus quatre semaines, tableaux nutriments, batch cooking.

L'Anti-Inflammatoire (*CB3*) — Protocoles alimentaires par condition, compléments, marqueurs biologiques.

L'Apothicaire (*CB4*) — 40 plantes médicinales documentées : mécanismes, protocoles, interactions.

La Soupière (CB5) — Le potage comme vecteur anti-inflammatoire.

L'Ayurveda (CB6) — Trois mille ans de médecine alimentaire et biochimie moderne.

La Fermenterie (CB7) — Kombucha, kimchi, kéfir, lacto-fermentation.

Les Desserts (CB8) — Sucres alternatifs, farines complètes, plaisir sans culpabilité.

Le Fournil (CB9) — Pain au levain, fermentation longue, farines anciennes.

La Conservation (CB10) — Séchage, bocaux, lacto-fermentation longue durée.

Fiction — Les Mains Propres

Les Intercommunales (T1) — Liège, 1991-2021. Les fonds de pension vidés. Personne en prison.

Brabant wallon (T2) — 1982-1985. Un réseau paramilitaire lié à l'OTAN. Zéro condamnation.

Le Dossier bis (T3) — Bruxelles, 1996-2019. Le réseau protégé. Le silence organisé.

Le Code Marron (T4) — Belgique, 2020-2022. Des vieux laissés sans soins. Des contrats par SMS.

L'Immunité (T5 — à paraître) — Le contrat à 1,8 milliard de doses. Un parlement impuissant.

De l'or au code

Tome 1 — Constat — Système monétaire, inflation, or physique, CBDC.

Tome 2 — La mécanique — Bot de trading, DCA, gestion du risque, fiscalité.

Suivre Jacques Jordens

Blog, articles et mises à jour : **jordens.eu**

“Ce que vous savez ne peut plus vous gouverner.”